

NEWS D'ILL

MAGAZINE D'INFORMATION RÉGIONALE
JANVIER 2007 - N°89 - 3 EUROS

Venus
d'Afrique,
d'Asie et
des confins
de l'Europe,
ils contribuent
à la croissance
démographique
et masquent
la perte
d'attractivité
de la région.

Les immigrants, avenir de l'Alsace

Alsace



NEWS D'ILL

CENTRE
UNIVERSITAIRE
D'ENSEIGNEMENT DU
JOURNALISME
UNIVERSITÉ ROBERT
SCHUMAN

11, rue du M^e Juin
BP 13
67043 Strasbourg
Tél: 03 88 14 45 34
Fax: 03 88 14 45 35
E-mail :
scola@cuej.u-
strasbg.fr
http://cuej.u-
strasbg.fr
http://mcsinfo.u-
strasbg.fr

DIRECTEUR DE LA
PUBLICATION :
Alain Chanel.

ENCADREMENT :
Alain Chanel,
Christian Massol,
Stéphanie Peurière,
Dominique
Pouchin.

RÉDACTRICE EN CHEF:
Anne-Sophie España

RESPONSABLE

ICONOGRAPHIQUE :
Sebastian
Drolshagen.

RÉALISATION :
Nicolas Blasquez,
Cordélia Bonal,
Emilie Brotel, Ilan
Caro, Jeanne
Cavelier, Julie
Chabanas, Sebastian
Drolshagen, Anne-
Sophie España,
Adelise Foucault,
Simon Giovannini,
Guillaume
Guichard, Jean-
Michel Hennebert,
Silke Koltrowitz,
Nicolas Lepigeon,
Célian Macé,
Valérie-Anne
Maitre, Nicolas
Martin, Dina Ros,
Victor Roux-
Goeken, Yoann
Terrasse, Agnès
Verry

DESSIN DE UNE :
Julie Chatenay-
Rivauday

ILLUSTRATIONS
INTERIEURES:
Camille Pot et Julie
Chatenay-Rivauday

INFOGRAPHIES :
Daniel Muller.

PHOTOGRAPHIE :
Compo Munsch,
Strasbourg.

IMPRESSION :
Realgraphic, Belfort.

L'immigration en Alsace

3 à 6

Et aussi : le périple des immigrés

Europe de l'Est : Tatiana, de Russie

7 à 9

Et aussi : Naïra d'Arménie, Nadejda de Biélorussie, Alona d'Ukraine et Yevgeniya du Kazakhstan

Moyen-Orient : Gholomali, d'Afghanistan

10 à 12

Et aussi : Ahmed et Tarek du Liban, Irfan d'Irak

Asie : Dalwinder, d'Inde

13 à 15

Et aussi : Ahmad du Pakistan, Wichai de Thaïlande, Rui et Zhao Yu de Chine

Afrique : Moussa, du Burkina-Faso

16 à 19

Et aussi : Eric de Madagascar, Miria du Rwanda, Olivier, Elodie et Eric du Congo et Ingrid du Gabon

Quel est le point commun entre un musicien burkinabé autrefois conteur en Afrique, un Pakistanais réfugié en France pour échapper à une condamnation à mort par une fatwa et une Ukrainienne assistante commerciale dans une entreprise de construction de machines industrielles? Ils sont tous arrivés en Alsace depuis 1999.

Un rapport de l'Insee sur l'immigration entre 1999 et 2004 montre que des immigrés toujours plus nombreux et d'origines diverses s'installent en Alsace : des anciens pays du bloc soviétique, de l'Asie, de l'Afrique subsaharienne ou du Moyen-Orient. Certes, il ne s'agit parfois que de petits groupes, mais leur nombre augmente d'année en année et porte, aujourd'hui, à 10% de l'ensemble des habitants de la région la grande famille des immigrés.

Sur la même période, l'Insee constate que, pour la première fois, l'Alsace n'attire plus suffisamment les Français des autres régions pour remplacer ceux qui la quittent. Et l'immigration assure de plus en plus la croissance démographique. Le nouveau visage de l'Alsace est en train de se dessiner.

ANNE-SOPHIE ESPAÑA

Faxo

Chaque semaine, l'actualité des universités d'Alsace téléchargeable sur le site de France Bleu Alsace

CUEJ
Université Robert Schuman
Strasbourg

La recherche, les filières, des invités, la vie des campus, le sport, les expositions, toutes les facs d'Alsace sont dans Faxo, un magazine préparé par les étudiants du CUEJ.
www.radiofrance.fr

France Bleu
Alsace

Les nouveaux visages de l'Alsace

Un Alsacien sur dix est immigré. L'Insee en a recensé 180 000 en 2004, soit 20% de plus qu'en 1999. Ils viennent de nouveaux pays. Grâce à eux, le solde migratoire de la région reste positif.

UKRAINIENS, Arméniens, Camerounais, Gabonais, Indiens... Ce sont les nouveaux venus de l'Alsace. Depuis 1999, la région accueille des immigrés toujours plus nombreux, venant de pays de plus en plus divers. C'est le constat qui ressort d'un rapport de l'Insee portant sur l'immigration en Alsace pour la période 1999-2004.

Les habitants d'autres régions françaises, eux, s'installent moins en Alsace, signe de sa relative perte d'attractivité économique. « *La situation économique alsacienne reste toujours un peu plus favorable que dans les autres régions, mais elle s'est quand même fortement dégradée depuis 2001* », explique Vincent Le Calonnec, directeur de l'Insee Alsace.

Les Européens de l'Est en progression.

Le solde migratoire de l'Alsace n'est donc positif que grâce aux flux venus de l'étranger, ce qui n'était pas le cas auparavant. De 1990 à 1999, presque la moitié du solde migratoire était due à l'arrivée de personnes venues d'autres régions françaises. Mais de 1999 à 2004, ils ont été plus nombreux à quitter l'Alsace qu'à s'y installer. Le solde des migrations intérieures est donc devenu négatif d'environ 8000 personnes.

Autre enseignement du rapport, l'Alsace est l'une des régions françaises où la part de la population immigrée a le plus augmenté : désormais, elle représente 10% de la population alsacienne, ce qui place la région au deuxième rang français. En 2004, on dénombrait en Alsace 180 000 immigrés, soit 20% de plus qu'en 1999. Au niveau national, l'immigration a aussi progressé, mais moitié moins qu'en Alsace.

Les immigrations les plus traditionnelles dans la région – turque, maghrébine, allemande et suisse – continuent à progresser. Mais si les



Camille Pot

Allemands sont passés de 21 500 à 24 000, leur part dans la population immigrée (13,2%) a diminué d'un point par rapport à 1999, contrairement à celle des Turcs et des Suisses, qui a augmenté. Autre élément remarquable : la forte progression d'immigrés venus de nouveaux pays. Ces populations sont originaires des ex-pays du bloc soviétique (Russie, Ukraine, Arménie, Géorgie...), d'Asie (Iran, Inde, Chine, Thaïlande, Liban...), ou encore d'Afrique subsaharienne (Sénégal, Cameroun, Madagascar...).

Pour certains pays, les progressions sont parfois spectaculaires. Ils étaient par exemple 12 000 en 2004 à être originaires d'Afrique subsaharienne : c'est 50% de plus qu'en 1999. L'Arménie et la Géorgie n'étaient quasiment pas représentées en Alsace avant 1999, l'étude recense 1500 personnes originaires de ces pays à la mi-2004. Cependant, les statistiques portent souvent sur des effectifs réduits : dans toute la région, on ne compte jamais que 250 Angolais, 300 Croates, 560 Chinois ou ●●●

« Une vraie chance »

Pour Stéphane de Tapia, spécialiste des questions migratoires, l'attrait de l'Alsace pour les immigrés aura un impact positif pour la région.

●●● 700 Bulgares. « Pour certains pays, on part de presque rien. Les augmentations relatives sont très fortes mais portent sur des chiffres limités », note Robert Morel-Chevillet, auteur du rapport. L'arrivée de ces nouvelles populations est encore mal analysée : en l'absence d'études spécifiques par pays d'origine, elle ne donne lieu qu'à des hypothèses. Vincent Le Calonnec estime ainsi que la surreprésentation des immigrants de l'est-européen est largement liée à la situation géographique de l'Alsace. Mais aussi sans doute à la présence des institutions européennes à Strasbourg.

Un défi démographique. L'évolution de l'immigration telle que la décrit le rapport n'est pas sans poser de questions sur l'avenir du territoire alsacien. Outre celle de l'intégration, il s'agit de savoir dans quelle mesure les immigrés peuvent combler le manque de dynamisme démographique de la région, dû au solde migratoire interne négatif et au vieillissement de la population. Même interrogation au niveau national : la démographie française est en relative bonne santé, comparée aux autres pays européens, mais elle reste, pour le moment, déterminée par une logique de blocage des flux. Le nombre de cartes de séjour accordées aux étrangers a baissé de 2,6% en 2005 par rapport à 2004, après dix années de hausse.

Cette politique de blocage commence à être remise en cause au niveau européen. L'Union souhaiterait une politique commune et cohérente sur l'immigration. La Commission a présenté en 2005 un livre vert sur une approche communautaire de la gestion des migrations économiques.

« Les institutions européennes font des déclarations dans le sens d'une politique d'ouverture, mais les directives et les règlements votés vont plutôt dans le sens d'une fermeture. Par exemple, la directive sur le regroupement familial est en recul par rapport aux législations nationales », explique Xavier Thierry, chercheur à l'Institut national d'études démographiques (Ined).

Des mots, mais des gestes, pas encore. Et preuve que l'ouverture n'est décidément pas au rendez-vous, l'Allemagne et la France, lors du Conseil européen du 13 décembre, se sont vivement opposées à toute idée de communautarisation de la politique des migrations légales dans l'Union.

CORDÉLIA BONAL
EMILIE BROTEL
ILAN CARO

● RECENSEMENT PARTIEL

L'étude de l'Insee Alsace est l'une des premières qui utilise les données des recensements partiels de 2004 et de 2005. En effet, l'Insee a changé son mode de collecte. Auparavant, les enquêtes, réalisées tous les neuf ans, recensaient tous les foyers.

Depuis 2004, elles sont partielles et étalées sur cinq ans : 20% des logements sont recensés chaque année dans les communes de moins de 10 000 habitants, 8% dans celles de plus de 10 000 habitants. A la fin du cycle de cinq ans, seuls 40% des logements auront donc été recensés dans les grandes communes. Mais l'Insee assure que la marge d'incertitude est « tout à fait acceptable ».

A partir des chiffres de 2004 et de 2005, l'Insee a calculé une moyenne qui décrit une situation datée par convention à mi-2004. Cette moyenne est comparée avec les chiffres du dernier recensement exhaustif de la population, de 1999.

● IMMIGRÉ OU ÉTRANGER

Un immigré est une personne née non-française, dans un pays étranger, et qui vit en France. On est donc immigré « à vie » : l'acquisition de la nationalité française fait disparaître le qualificatif « étranger » mais ne modifie pas le statut d'immigré. A la mi-2004, l'Insee comptabilise 180 000 immigrés et 150 000 étrangers en Alsace.

L'étude de l'Insee indique une augmentation de 20% du nombre d'immigrés en Alsace pour la période 1999-2004. Est-ce une tendance durable ?

La hausse est générale, dans des proportions moindres toutefois pour le reste de la France. Mais n'oublions pas que Nicolas Sarkozy vient d'annoncer une baisse de l'immigration pour la première fois cette année. Il faut faire attention à l'utilisation des nouveaux chiffres de l'Insee. Avec le recensement partiel, qui n'est plus une photographie instantanée de la population, il devient difficile de parler des petits effectifs. Pour les communautés réduites, qui viennent d'arriver en Alsace, l'étude n'est qu'une sorte de sondage.

De plus, pour les réfugiés, d'ex-Yougoslavie par exemple, la migration est extrêmement fluide. Il y a des arrivées et des départs. Tout ce que les chiffres disent, c'est la solidité des zones traditionnelles d'immigration, comme la Turquie, la Suisse et l'Allemagne même si cette dernière est en baisse. On remarque également un éloignement et une diversification des pays d'origine, mais c'est un phénomène migratoire mondial.

Quelles sont les raisons pour immigrer en Alsace au XXI^e siècle ?

Chaque migrant, dans chaque pays, a ses propres raisons. L'immigration africaine en Europe, par exemple, est une immigration de misère qui s'est renforcée ces dernières années. Mais l'Alsace est très peu touchée par cette immigration par rapport à d'autres régions de France. De même pour la diaspora chinoise. Dans ce pays grand comme un continent, on trouve à la fois une immigration pour fuir l'extrême pauvreté et une nouvelle immigration de business, où les ressortissants arrivent avec des capitaux à investir.

Mais là aussi, en Alsace, la proportion est minime. En revanche, les natifs des pays de l'Est de l'Europe sont plus présents. Les Moldaves ou les Arméniens fuient une vie de souffrances, les Russes montent leurs entreprises, les Polonais ou les Tchèques arrivent avec des diplômes. Cela aussi est une nouveauté. Jamais les nouveaux arrivants n'ont été aussi diplômés que ces dernières années.

Or, l'Alsace est une région frontalière, dotée d'une capitale européenne. Pour un Letton ou un Estonien, qui vient de rentrer dans l'Europe, Strasbourg si-

gnifie quelque chose. De plus, les institutions de l'Union attirent des délégations qui ne seraient jamais venues en Alsace. Il s'agit là encore de migrants diplômés.

Quant aux pays d'immigration traditionnels, comme la Turquie, ils ne sont plus dans l'optique d'une immigration de travail, comme il y a trente ans. C'est devenu très difficile étant donné la situation économique du pays. Et l'Alsace emploie traditionnellement peu de main-d'œuvre clandestine. En revanche, beaucoup de Turcs viennent aujourd'hui pour se marier avec un immigré de deuxième ou troisième génération.

Comment se passe l'intégration de ces nouveaux arrivants ?

L'intégration est un processus très subjectif. C'est pour cela que la signature d'un contrat d'intégration est à mon sens absurde. On ne décrète pas l'intégration. Le problème, pour les observateurs, c'est l'absence de données. Nous manquons d'indicateurs pour mesurer le processus.

Les statistiques sur le taux de retour, par exemple, n'existent pas. Alors que l'on sait que beaucoup d'immigrés espagnols rentrent aujourd'hui dans leur pays. Mais l'intégration est souvent une question très aléatoire, qui dépend des opportunités et des rencontres de chaque migrant.

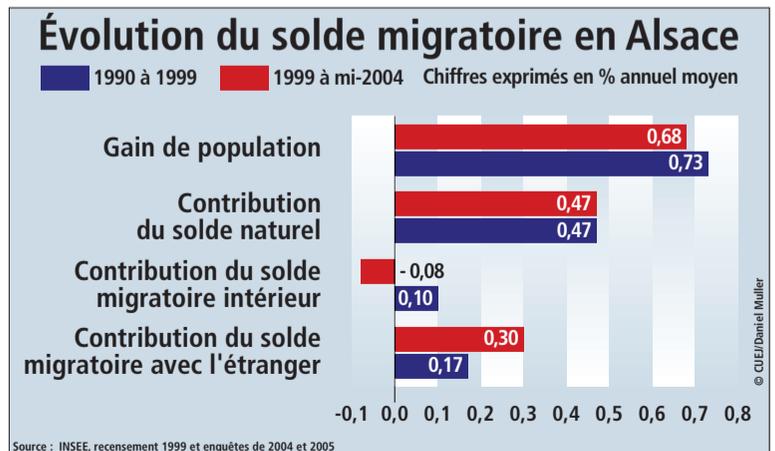
Pourtant, une immigration réussie est, et sera dans le futur, une absolue nécessité étant donné le vieillissement de la population. Le fait que l'Alsace soit au deuxième rang des régions comptant le plus d'immigrés, en proportion, est une véritable chance.

D'autant que pour les Français, l'Alsace véhicule souvent une image défavorable. Parler de Strasbourg à un Parisien, c'est lui parler de la Sibérie. La faillite des secteurs de l'industrie traditionnelle renforce cette image. Les Alsaciens eux-mêmes descendent vers le sud. L'immigration est donc synonyme de bonne santé pour l'avenir de la région.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CÉLIAN MACÉ



Pour Stéphane de Tapia, chercheur au CNRS, les nouveaux arrivants n'ont jamais été aussi diplômés.
(Photo Emilie Brotel/CUEI)



Selon l'Insee, le solde naturel est la différence entre les naissances et les décès. Le solde migratoire est la différence entre les personnes nouvellement venues s'installer sur le territoire et celles l'ayant quitté.

Polémique sur les critères ethniques

La loi du 6 janvier 1978 interdit « de collecter des données à caractère personnel qui font apparaître, directement ou indirectement, les origines raciales ou ethniques ». Selon certains chercheurs, comptabiliser une population selon des critères dits ethniques pourrait cependant permettre de lutter contre la discrimination. Mais le débat est particulièrement sensible. Comme le souligne Patrick Simon, chercheur à l'Ined (1), certains critères comme « la religion ou l'origine ethnique ont pu être utilisés dans le passé pour des persécutions ». D'autant plus qu'il est difficile de définir les questions à poser. Trois méthodes ont été testées dans une étude sur la « mesure de la diversité » menée en 2005 : le recueil d'informations sur l'ascendance, la déclaration de l'origine sur une liste pré-établie et la déclaration d'appartenance « ethno-raciale ». Ce dernier critère a été assez mal perçu par les personnes interrogées.

Officiellement donc, la République ne ferait pas de distinction au sein de la population. En réalité, depuis 1871, les statistiques font la distinction entre les Français de naissance et les naturalisés. Et la Cnil (2) peut autoriser exceptionnellement le recueil de certaines données pour des enquêtes précises. En 1992 par exemple, l'enquête « Tribalat » s'est intéressée aux descendants d'immigrés algériens, portugais et espagnols. Plus récemment, la Cnil a validé une méthode de l'Ined concernant des descendants d'immigrés turcs. Afin d'interroger 500 personnes à Strasbourg et à Paris, les chercheurs de l'Ined vont sélectionner dans l'annuaire téléphonique les personnes ayant un nom à consonance turque. « C'est la seule méthode possible pour réaliser cette étude », souligne Patrick Simon. On va les appeler et leur demander s'ils ont un parent né en Turquie. » L'enquête menée dans sept autres pays européens devrait permettre de comparer les trajectoires des descendants d'immigrés.

VALÉRIE-ANNE MAITRE

(1) Ined : Institut national d'études démographiques.

(2) Cnil : Commission nationale informatique et libertés.

Dans le Bade-Wurtemberg, l'emploi attire les immigrés

DEPUIS plus de 30 ans, les Allemands ne font plus assez d'enfants. Les conséquences s'en font d'ores et déjà sentir : la population stagne, mais va bientôt diminuer. Seul le Land du Bade-Wurtemberg profite encore d'un solde naturel positif, même si la tendance y est aussi à la baisse. « Au plus tard en 2025, nous ressentirons, nous aussi, les conséquences du dilemme démographique, caractérisé par le vieillissement et la baisse de la population », explique Ivar Cornelius, démographe à l'Institut de statistiques du Bade-Wurtemberg. L'immigration ne suffira pas à résoudre le problème : d'ici 2050, on s'attend à perdre environ un million d'habitants, soit près de 10% de la population actuelle. »

Politique d'immigration rigoureuse. Pour l'heure, la population du Bade-Wurtemberg continue de croître, grâce notamment aux Allemands d'autres Länder qui viennent s'y installer. Le Land compte, en 2005, 12 750 Allemands de plus qu'en 2004, dont 8747 venus de l'ex-RDA. En y ajoutant l'immigration, la population du Land a crû de plus de 86 000 personnes depuis 1999. Le taux d'étrangers dans le Bade-Wurtemberg, 12,2% en 2004, est nettement plus élevé qu'au niveau national (8,8%). Plus élevé aussi qu'en Alsace (8%). « L'attractivité de la région est étroitement liée au marché du travail », explique Peter Ludäscher de l'université de Karlsruhe. Plus l'économie prospère, plus les étrangers affluent. » Un taux de chômage relativement faible, 5,5% en novembre 2006 pour 9,6% en Allemagne, attire les migrants.

Deux cents nationalités sont présentes sur le territoire du Land. Il y a une quarantaine



Astrid Unverricht/CUE

Pendant la dernière Coupe du monde de football, le bon parcours de l'Allemagne a été célébré par la communauté turque. Un symbole fort d'intégration.

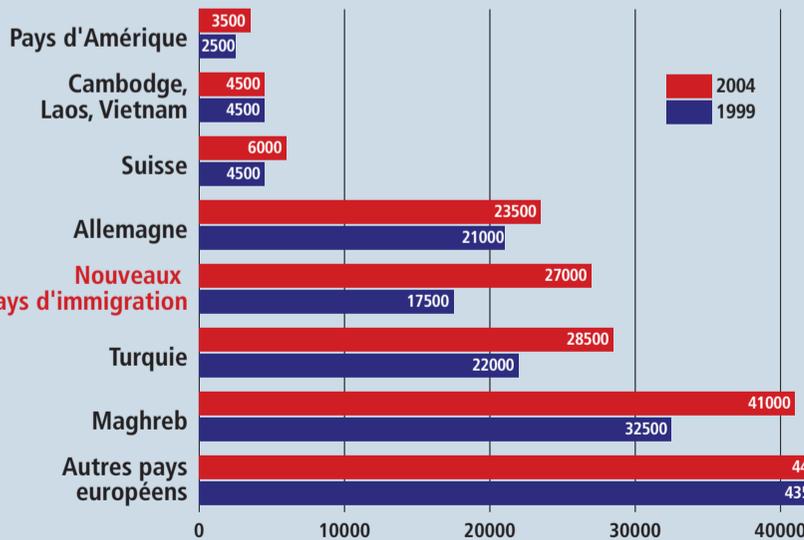
d'années, les immigrés étaient essentiellement Turcs, Italiens, Grecs et Yougoslaves. « Aujourd'hui, les flux migratoires provenant de ces pays se sont quasiment taris, à l'exception d'un pic de réfugiés yougoslaves pendant la guerre dans les Balkans », constate Ivar Cornelius. Néanmoins, les Turcs constituent toujours le premier groupe d'étrangers, avec 300 409 personnes enregistrées dans le Bade-Wurtemberg en 2005. Mais aujourd'hui, la plupart des nouveaux arrivants viennent d'Europe de l'Est : près de 24 000 Polonais sont ainsi arrivés en 2005.

Le Bade-Wurtemberg n'accueille pourtant pas tous les étrangers à bras ouverts. « Le Land est connu pour sa fermeté en matière d'immigration », assure Ludwig Schuster de l'Office des migrations de l'Ortenaukreis. Le Land fait toujours une interprétation stricte des lois fédérales sur l'immigration, notamment celle entrée en vigueur en 2005.

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2006, les autorités peuvent soumettre les candidats à la naturalisation à un test extrêmement controversé pour déterminer si leurs opinions sont conformes aux valeurs d'une démocratie occidentale. Parmi ces questions : « Pensez-vous qu'il est acceptable qu'un homme enferme sa femme ou sa fille à la maison pour l'empêcher de porter atteinte à l'honneur de la famille ? » Les réponses « démocratiquement correctes » sont téléchargeables sur internet...

SEBASTIAN DROLSHAGEN
ANNE-SOPHIE ESPAÑA
SILKE KOLTROWITZ

Évolution de la répartition de la population immigrée



Source : INSEE, recensement 1999 et enquêtes de 2004 et 2005

© CUE/Daniel Müller

Nouveaux pays d'immigration	1999	2004	Évolu.
Pays d'ex-URSS d'Asie (Arménie, Géorgie...)	0	1500	N.S.
Pays d'ex-URSS d'Europe (Russie, Ukraine...)	1000	2000	100%
Pays de l'Est (Serbie et Monténégro, Bosnie-Hérzégovine...)	4000	5000	25%
Autres pays d'Asie (Iran, Irak, Inde, Liban, Chine, Thaïlande...)	4500	6500	44%
Afrique hors Maghreb (Sénégal, Cameroun...)	8000	12000	50%

La méthode allemande

En Allemagne, toutes les données démographiques sont mises à jour en permanence grâce à l'inscription obligatoire de tous les habitants à la mairie (« Meldepflicht »). Il existe, par ailleurs, un registre central des étrangers, géré depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'immigration au 1^{er} janvier 2005 par le nouvel Office fédéral de l'immigration et des réfugiés. Contrairement à la France, les démographes allemands ne travaillent pas avec la notion d'« immigrés » ; ils distinguent uniquement étrangers et Allemands. Les étrangers naturalisés ne forment pas une catégorie à part.

A Mulhouse, de l'aide pour obtenir l'asile

JOUR de permanence à l'Aada (Association d'aide aux demandeurs d'asile). Dans les couloirs exigus de l'association, c'est la cohue. Les demandeurs d'asile affluent, les bénévoles s'activent pour leur répondre au plus vite. Une véritable fourmilière.

Certains immigrés viennent compléter leur dossier pour obtenir un titre de séjour, d'autres recherchent un conseil juridique. Allemand, russe, français, anglais, persan : toutes les langues se mélangent.

Une mission de service public. L'Aada compte une centaine de membres et 40 bénévoles. Elle est née en 1999 à Mulhouse à l'initiative de militants de la Ligue des droits de l'Homme. Face à l'afflux considérable de demandeurs d'asile, les structures d'accueil traditionnelles sont engorgées. L'association prend le relais en aidant les immigrés à formuler leur demande d'asile pour un traitement rapide par la préfecture.

« Cette mission relève du service public et était auparavant réalisée par les services sociaux. La France a signé la convention de Genève qui l'engage à recevoir dignement les demandeurs d'asile, mais aujourd'hui les associations sont devenues indispensables », constate Hanan Rahimi. Ce dernier, Afghan et lui-même réfugié politique en France depuis 2001, est l'unique salarié permanent de l'Aada.

Au quotidien, les bénévoles tentent aussi de sensibiliser l'opinion publique à la cause des demandeurs d'asile. Des repas solidaires sont organisés pour couvrir par exemple les frais d'avocat des réfugiés.

L'organisme accueille des personnes de 35 nationalités différentes, venues en majorité de l'ex-Yougoslavie rejoindre des proches dans le Bas-Rhin à la suite du conflit dans les Balkans. On y croise aussi des immigrés originaires d'autres pays en guerre : Liberia, Sierra Leone, Afghanistan, etc.

L'Aada s'appuie à Mulhouse sur un réseau dense d'associations et de professionnels

de l'accompagnement social, médical, scolaire et oriente les demandeurs d'asile selon leurs besoins. « Le plus important pour nous, c'est que les immigrés puissent formuler leur demande d'asile dans les meilleures conditions possibles, pour qu'ils aient le plus de chances d'obtenir un titre de séjour », poursuit Hanan Rahimi.

Des subventions insuffisantes. Dans la salle d'attente, Mamut (1), un Kosovar de 24 ans, patiente. Il est venu suivre l'avancement de sa demande déjà refusée à trois reprises par l'Ofpra. « Je suis plus optimiste maintenant que l'Aada m'aide à constituer mon dossier. Ne parlant pas français, je n'aurais rien pu faire sans eux », assure-t-il dans un allemand parfait.



Julie Chatenay-Rivauday

A côté de lui, Manuel (1), Angolais, est en France depuis 2003. L'association a pris en charge son dossier dès son arrivée et lui a permis d'obtenir, en 2005, un titre de séjour d'un an renouvelable. « Je continue de venir ici pour que l'on m'aide à trouver

un logement et du travail, mais aussi pour obtenir un passeport. »

Chaque immigré qui demande l'asile doit raconter son histoire dans le plus grand détail pour que son dossier ait une chance d'aboutir. « Ce n'est pas à nous de juger de l'authenticité de leur histoire mais aux instances compétentes. On considère qu'ils disent vrai et on les aide à retranscrire leur histoire, tout en les encourageant à fournir des preuves de leurs dires. Car l'Ofpra ne les juge pas uniquement sur leurs paroles », explique Hanan Rahimi.

« On travaille dans l'urgence, mais si on ne le fait pas, qui le fera ? On se pose la question de savoir jusqu'où on peut aller comme ça. On a appris que l'adresse de l'Aada circule jusqu'en Afrique. Les aides restent stables alors que les besoins augmentent. Nous avons contacté la Ddass pour obtenir un salarié et des subventions supplémentaires. La réponse risque d'être négative mais il est important de rendre l'Etat attentif à notre situation. »

L'Aada est une association à but non lucratif de droit local. La majorité de son budget provient des dons et des cotisations. La Ddass verse une subvention annuelle de 26 000 € pour financer le poste salarié. La ville de Mulhouse accorde 3000 € par an et le conseil général 2000 €.

Le nombre de personnes accueillies ces trois derniers mois a doublé par rapport à la même période de l'an dernier, avec 60 nouvelles demandes d'asile cet automne. De janvier à octobre 2006, on a recensé 468 nouvelles demandes d'asile dans le Haut-Rhin, soit 42 de plus que dans le Bas-Rhin sur la même période. Ce qui place le Haut-Rhin au dixième rang des départements français pour l'accueil des primo-arrivants.

SIMON GIOVANNINI
NICOLAS MARTIN

(1) Les noms ont été changés.

Aada Mulhouse, 21, rue Jules Ehrmann.

Tél. 03 89 45 19 02. Permanences : mardi de 14 heures à 17 heures et mercredi de 10 heures à 12 heures.

Aada Colmar, 7A, avenue de Rome. Tél. 03 89 30 49 22.

Permanences : mardi et jeudi de 10 heures à 12 heures.

Le périple administratif des réfugiés

PERSÉCUTÉS en raison de leur religion, de leurs opinions politiques, de leur nationalité ou de leur appartenance à un groupe social ou ethnique, les demandeurs d'asile ont dû fuir leur pays du jour au lendemain.

A leur arrivée en France, ils se trouvent dans des situations diverses : certains possèdent un passeport en règle, d'autres disposent d'une carte d'identité, ou, plus rarement, d'un visa. La plupart du temps, les demandeurs d'asile n'ont plus de papiers et n'ont aucun lien sur le territoire qui les accueille. Pour être reconnus en tant que réfugiés, ils sont amenés à suivre un parcours administratif.

Le périple ne commence pas toujours au même endroit, mais suit toujours les mêmes étapes.

Trouver un toit. Dès leur arrivée, les demandeurs d'asile s'adressent à la Coordination d'aide aux demandeurs d'asile (Coda) qui offre une prise en charge complète pendant la procédure d'obtention du statut de réfugié.

Elle organise l'accueil et l'hébergement des demandeurs d'asile, les accompagne tout au long de leur parcours administratif, social et médical, et scolarise également leurs enfants.

Premiers papiers. La préfecture délivre l'attestation de permis de séjour (APS), valable un mois, et le formulaire de demande d'asile à envoyer sous 21 jours à l'Office français de protection pour les réfugiés et apatrides (Ofpra).

Demande d'asile. Le Collectif d'accueil des solliciteurs d'asile à Strasbourg (Casas) ou l'Association d'aide aux demandeurs d'asile (Aada), basée à Mulhouse et Colmar, aident les demandeurs d'asile à formuler le récit de leur persécution, à réunir des preuves et à envoyer le dossier à l'Ofpra. Dans l'attente d'une réponse, l'immigré n'a pas le droit de travailler.

Logement, avant la réponse de l'Ofpra. Pour être admis au Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada), le demandeur d'asile doit être dans une situation très précaire. Au sein du Cada, il est pris en charge dans un foyer, logé, nourri et touche de l'argent de poche.

Examen du dossier. La demande d'asile est examinée par une commission de l'Ofpra, à Paris. Le postulant est convoqué devant un jury composé de trois personnes. Il a quinze minutes pour répondre aux questions et convaincre le jury de sa bonne foi.

Refus. La Commission des recours des réfugiés (CRR) : si le demandeur d'asile est débouté de sa demande par l'Ofpra, il peut faire appel, apporter des éléments supplémentaires à son dossier et défendre son cas devant un nouveau jury.

Statut de réfugié. En devenant réfugié, le demandeur obtient une carte de séjour de dix ans. En application de la convention de Genève, les réfugiés bénéficient d'une grande partie des droits d'un citoyen français (droit au travail, aux prestations sociales, au logement, etc). En revanche, le réfugié n'a pas le droit, sous peine de perdre son statut, de retourner dans son pays d'origine.

Un emploi et un logement stables. Le Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) aide les réfugiés à trouver un emploi et un logement pour commencer leur nouvelle vie. Cet accompagnement peut durer jusqu'à un an. Les CHRS sont financés par l'Etat et gérés par des organismes mandatés par l'Etat. A Strasbourg, le CHRS s'appelle le Centre d'insertion des réfugiés et est administré par l'Association du foyer Notre-Dame.

GUILLAUME GUICHARD
JEAN-MICHEL HENNEBERT



Tatiana Hornecker, Russie

Épopée d'une rescapée



Tatiana vante les mérites de Saint-Petersbourg qu'elle préfère à Moscou. Le palais de Pierre Le Grand est l'un des joyaux de cette ville.

Collection personnelle

ELLE s'amuse à se définir comme un pur produit géographique de l'ex-URSS. Tatiana est née au Kazaksthan d'une mère ingénieur, d'origine estonienne, et d'un père ouvrier, Ukrainien. Du fait du climat, ses trois premières années sont marquées par des pneumonies chroniques. Les parents de Tatiana partent alors pour Léninegrad. Les diplômes jaunis et autres médailles ornées de la figure de Lénine attestent de son agilité de l'époque. Enfant, la jeune Russe remportait tous les concours de tir et de ski de fond de son école. En dépit de la perte de son bras droit, à l'âge de neuf ans, dans un accident de tramway. C'est à Saint-Petersbourg que Tatiana passe son diplôme d'ingénieur en économie et obtient un poste de « manager » dans une entreprise d'importation de produits alimentaires, emploi qu'elle occupera durant sept ans. En 2001, elle rencontre Yannick. Une histoire devenue habituelle : un site spécialisé, des heures de discussions par écran interposé, avant le premier coup de téléphone. Difficile, avouent aujourd'hui les époux. Car les premiers mots sont en anglais. Yannick Hornecker est Alsacien. Tatiana ne dispose plus du logiciel de traduction automatique

pour décoder ses mots. Le Strasbourgeois, qui travaille dans une entreprise familiale de vente d'accessoires de magie par correspondance, propose alors une vraie rencontre.

Trous de mémoire. Entre temps, Tatiana est nommée directrice d'une filiale nouvellement créée à Saint-Petersbourg. Une usine de production de petits croûtons aromatisés, apéritif populaire en Russie pour accompagner la bière. Tatiana hésite à partir, le moment est délicat. Une permission de fin d'année accordée par ses supérieurs achève pourtant de la convaincre de prendre l'avion pour Paris. Cinq jours dans la capitale et cinq jours à Strasbourg, avant de rentrer en Russie. Le temps de croiser la famille et les amis de Yannick.

Quelques semaines plus tard, le taxi de Tatiana, qui se rend au mariage d'une amie, est percuté par un camion. Coma profond pendant un mois. Yannick accourt et reste trois jours sur place. A son réveil, Tatiana a subi l'ablation de la rate et perdu six côtes. Sa tête a été touchée : Tatiana a aussi perdu la mémoire. Yannick fait une nouvelle fois le

déplacement et lui propose de la ramener en France. Cette fois le choix est rapide : Tatiana s'estime désormais sans aucun lien avec cette Russie dont elle a tout oublié.

A l'expiration de son visa de tourisme, trois mois plus tard, la jeune Russe doit épouser Yannick si elle veut rester en France. Elle s'engage sans hésiter à prendre le nom de Hornecker. Le mariage est célébré en septembre 2002.

Aujourd'hui, l'amnésie se résorbe doucement, au fil des discussions avec sa mère. Tatiana habite un appartement de la cité-jardin du Stocfeld. Depuis son arrivée, elle a suivi deux ans de cours de français à l'université Marc-Bloch, obtenu son permis de conduire, et réalisé plusieurs stages dans des structures d'insertion.

Ecrire un livre. Pourtant, Tatiana Hornecker cherche toujours du travail. Double difficulté en raison de son origine et de son handicap. Ici, Tatiana est considérée comme invalide à 80%. On lui avait pourtant promis que la France faisait beaucoup pour les personnes handicapées. Mais, même depuis sa naturalisation en

janvier 2006, aucun organisme ou administration n'a pu lui trouver un emploi. Tatiana assure pourtant fièrement pouvoir accomplir n'importe quelle tâche du quotidien. Balayer, jardiner ou lacer ses chaussures. Elle a aussi appris en quelques jours à changer les couches de sa fille, Anastasia. « Nastia », pour ses proches, a 14 mois. Sa mère lui parle russe, son père français et sa grand-mère alsacien.

Tatiana ne regrette pas sa venue en France et parle d'écrire un livre sur son parcours. Un jour sur deux, elle téléphone à sa mère par internet. Ses voyages en Russie et le retour de sa mémoire lui font redécouvrir son pays. Elle aime bien Vladimir Poutine et vante les mérites de Saint-Petersbourg qu'elle se plaît à comparer à la triste Moscou.

Ici, elle pratique le ping-pong, et bat régulièrement les amis de Yannick au billard. En cette fin d'année, son mari joue chaque semaine avec le Théâtre alsacien de Strasbourg. Tatiana raffole des contes de Noël même si elle n'en comprend toujours pas un mot. Pour Yannick, la période est exigeante : pendant les fêtes, les publics sont friands de tours de magie et de miracles. Tatiana s'estime servie. Elle jure que dans son cas, le tour n'est pas truqué.

CÉLIAN MACÉ

On lui avait pourtant promis que la France faisait beaucoup pour les personnes handicapées.

Näira Ghazaryan, porte la voix de son pays dans le milieu du chant.



Valérie-Anne Maître

Näira Ghazaryan, Arménie

La voix de l'intégration

EN Arménie, Noël se fête en janvier, comme dans tous les pays orthodoxes. Alors Näira Ghazaryan, 31 ans, est surprise de voir le marché de Noël installé à Colmar dès la fin novembre. Surprise, mais ravie de partir à la découverte d'un nouvel aspect de la culture française.

A la sortie de ses répétitions, Näira part ainsi flâner entre les chalets de bois à la recherche de cadeaux typiques pour ses amis restés dans le Sud. Näira vit en France depuis six ans, à Marseille d'abord puis à Lyon et maintenant à Colmar. C'est d'ailleurs l'année de son arrivée en France, en 2000, que, dit-elle, les miracles de sa vie ont commencé.

« Jeune voix du Rhin ». Elle venait d'Arménie pour participer à un concours international de chant, concours annulé au dernier moment. Näira ne sera pas venue pour rien, elle passe une audition spéciale et la voilà admise au cours de Claude Méloni au conservatoire national de région à Marseille.

Admise, mais très peu assidue aux cours : Näira n'a pas obtenu de visa pour son année d'études. Partie en vacances en Arménie, elle est contrainte

d'y rester. Elle obtient le précieux sésame à la fin de l'année scolaire, juste à temps pour participer à un concours. Second miracle, la mezzo soprano remporte le premier prix. Les portes s'ouvrent enfin et

Pour chanter dans une langue étrangère, elle n'a jamais eu de difficultés. S'exprimer en français, c'est une autre histoire.

Näira commence à se faire connaître. Elle participe à plusieurs autres concours nationaux et internationaux, des compétitions qu'elle remporte souvent. Les critiques et les jurys sont séduits par la voix « enveloppante » et peu commune de cette jeune arménienne.

Näira quitte Marseille pour Lyon, où, après une audition, elle a été admise dans le cours de Françoise Pollet. Depuis septembre 2005, elle est, à Colmar, l'une des huit « jeunes voix du Rhin » de l'opéra de Strasbourg. L'ancienne soliste de l'opéra de Erevan poursuit sa formation, travaille les rôles qu'elle chantera toute sa vie et participe aux concerts organisés par l'opéra.

Travailler à l'opéra. Näira parle de son pays natal avec passion. Mais la jeune femme l'avoue elle-même, elle aime le changement et cherche à atteindre le niveau le plus élevé dans son métier. Alors, elle voyage et s'immerge dans différentes cultures. En Alsace, cette jeune femme de 31 ans se sent bien, l'artiste se dit charmée par la ville de Colmar et son architecture. Näira rêve de pouvoir travailler à l'opéra ou dans une troupe de la région. Elle a élargi sa gamme, désormais elle s'intéresse également à la musique italienne.

Depuis 2000, elle donne des concerts dans toute la France avec une formation baroque. Pour chanter dans une langue étrangère, elle n'a jamais eu de difficultés. S'exprimer en français dans la vie de tous les jours, c'est une autre histoire. Näira parle l'arménien, le russe, l'italien et l'anglais mais à son arrivée en France, elle ne connaissait pas le français. C'est grâce à ses élèves, lors des cours de chant qu'elle donnait à Marnagnane, qu'elle l'a appris. Le soir, elle étudiait dans un livre de grammaire.

Aujourd'hui c'est avec un grand bonheur que Näira découvre la littérature française. Des romans d'Eric-Emmanuel Schmitt aux livres de Marek Halter, la jeune femme se réjouit de ne perdre aucune subtilité de la langue. Näira est d'ailleurs ravie d'avoir pu relire les pièces de Molière, en français dans le texte cette fois.

JEANNE CAVELIER

VALÉRIE-ANNE MAITRE

Nadejda Baloban, Biélorussie

Exclue par Tchernobyl

EN France depuis cinq ans, Nadejda Baloban se sent moins étrangère ici que dans son pays d'origine, la Biélorussie. Mais reste toujours la crainte de la maladie, conséquence de l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine, située près de la frontière avec la Biélorussie.

Malade de la thyroïde, Nadejda Baloban a quitté la Biélorussie pour la France en décembre 2001, avec ses fils de 14 et 17 ans. Descente du bus au premier arrêt, Strasbourg. Elle ne supportait plus de vivre comme une étrangère dans son propre pays, rejetée parce qu'elle est originaire de la zone contaminée interdite. Depuis le 26 avril 1986, date de l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl située à 20 km de son village, elle a peur.

Dans l'un de ses poèmes, écrit en français il y a deux ans, la Biélorusse décrit le champi-

gnon dans le ciel, la destruction des maisons et la fuite. Ses fils le trouvent triste, comme la plupart des textes qu'elle rédige pour évacuer sa peur. Cette femme timide aux yeux bleus clairs ne supporte pas d'avoir été forcée d'abandonner en une nuit, à 24 ans, la terre de ses ancêtres. Vingt ans après, elle ne veut plus en parler. Devant son café italien, elle s'arrête, émue.

Elle ne supportait plus de vivre comme une étrangère dans son propre pays, rejetée parce qu'elle est originaire de la zone contaminée.

Peur de la maladie. Désormais son pays c'est la France. Elle s'y sent mieux qu'en Biélorussie et déclare avec fierté avoir reçu la nationalité le 1^{er} août 2006. Beaucoup de ses amis sont des Français membres de l'association Alsace-Biélorussie, qui aide les enfants malades de sa région d'origine en les faisant venir en Alsace l'été. Nadejda Baloban leur traduit par exemple les lettres des familles biélorusses. Même avec eux, elle reste réservée et se

montre réticente à raconter sa vie là-bas.

Ses amis de l'association décrivent sa ténacité dans sa recherche d'emploi, assez laborieuse avant sa naturalisation. Nadejda Baloban travaille dans une école maternelle près de la gare. Elle aide depuis fin novembre le directeur dans ses tâches administratives. C'est son premier emploi à peu près stable en France. En Biélorussie, elle occupait un poste équivalent. Mais dans ce pays au régime autoritaire et à la société très hiérarchisée, elle ne pouvait refuser aucune demande du directeur, comme lui acheter son café.

Le samedi matin, après sa semaine de travail, elle chante dans une chorale. Elle adore les romances russes, mais ici les chants sont en français et en anglais. Sa vie paraît plus tranquille mais la peur ne disparaît toujours pas. Elle redoute encore les conséquences de la catastrophe nucléaire pour ses enfants, alors tout petits.



Collection personnelle

Alona Joly, Ukraine

Business classe

MAINS manucurées, pantalon strict, talons et collier de perles. Autant de signes ostensibles de la réussite professionnelle d'Alona Joly. A 35 ans, cette jeune Ukrainienne est assistante commerciale dans une entreprise de construction de machines industrielles basée à Strasbourg.

Depuis un an, elle a en charge, aux côtés de son directeur commercial, une zone couvrant une grande partie des pays de l'Est. Une situation professionnelle inimaginable il y a encore peu de temps, pour celle qui est venue s'installer définitivement à Strasbourg en 2003.

Née en 1971, à Sébastopol au bord de la mer Noire, la jeune femme ne se prédestinait en rien à une carrière internationale. Encore moins à une vocation de commerciale. Alona fait des études de philologie anglaise à l'université de Sébastopol. Elle décroche ainsi un poste de professeur d'anglais dans différentes écoles de la ville de Simféropol, située à 80 kilomètres de Sébastopol.

C'est à la naissance de sa fille, en 1995, que la jeune femme s'interroge sur sa vie professionnelle. Elle réduit ses heures

Jusqu'à 2002, Alona vivait à Sébastopol, où elle enseignait l'anglais. C'était sa vie d'avant.

de cours et retourne dans sa ville natale. Alona obtient, en parallèle, un poste d'interprète au sein d'une filiale d'une société pétrolière internationale. Contactée pour des missions ponctuelles, elle voyage alors en Turquie, en Hongrie ou encore en République Tchèque. L'occasion pour elle de sortir pour la première fois de son pays. L'occasion également de découvrir un autre mode de vie.

Fille d'ouvriers soviétiques devenus ukrainiens, la jeune femme affirme alors son goût pour le commerce. Une reconversion facilitée par la nouvelle donne économique du pays. Alona arrive pour la première fois en France lors d'un salon professionnel à Paris. Elle ne parle alors pas un mot de français. La société qui l'emploie, désireuse de développer ses activités en France, l'encourage à apprendre le français. Une occasion unique pour la jeune femme d'acquérir un maximum d'expérience à l'étranger. Son choix se porte alors sur Strasbourg, à la suite d'une rencontre fortuite avec l'une de ses anciennes élèves installée dans la capitale alsacienne.

Installation définitive. Elle commence ses cours en février 2002 à l'université Marc-Bloch. Comme prévu, après cinq mois passés en Alsace, elle retourne en Ukraine pour reprendre son travail. Revenant en France pour fêter l'anniversaire d'une

de ses amies, elle rencontre celui qui deviendra son mari. Un commercial, tout comme elle. « Cette rencontre est un hasard. J'étais complètement plongée dans ma vie professionnelle et pas du tout dans ce type de recherche », note-t-elle.

La jeune femme reprend donc une nouvelle fois le chemin de la capitale alsacienne, en 2003, en compagnie de sa fille Anna. Une arrivée définitive cette fois-ci. Décidée à travailler, la jeune femme décroche rapidement un poste de professeur d'anglais, au centre socio-culturel de la Robertsau. Un travail d'appoint, dans l'attente de retrouver un emploi dans son domaine de prédilection.

Ses recherches assidues finissent par payer en novembre 2005. Désormais assistante commerciale, elle se considère intégrée au microcosme strasbourgeois dans lequel elle compte de nombreux amis, russophones ou alsaciens.

Toutefois, la jeune femme ne peut s'empêcher de remarquer des différences professionnelles entre la France et l'Ukraine. Notamment quand on est une femme. « En Ukraine, les femmes peuvent gravir les échelons dans l'entreprise. Ici, c'est un peu plus difficile », constate-t-elle. Mais preuve de son intégration dans son nouveau pays, la jeune femme vient de signer, le 12 décembre, son premier CDI en France.

JEAN-MICHEL HENNEBERT

Yevgeniya et Alexandre Tchen, Kazakhstan

Libres d'entreprendre

VODKA « Moscovskaya », caviar et pilminis (raviolis). Yevgeniya et Alexandre Tchen ont lancé un nouveau type de commerce à Strasbourg : l'alimentation « made in Russie ». A Karaganda, leur ville d'origine au Kazakhstan, elle était coiffeuse. Lui occupait un poste d'ingénieur. « Ouvrir un salon de coiffure en France aurait été trop coûteux », indique Yevgeniya, 28 ans. Mon mari avait un petit peu d'expérience en commerce car il avait déjà tenu un restaurant au Kazakhstan ». Depuis son ouverture le 1^{er} juillet 2006, l'épicerie « La Russie », située dans le quartier de Neudorf, accueille de nombreux clients originaires des pays de l'Est.

Le couple est arrivé en avion « par hasard » dans la cité alsacienne en juin 2002. Réfugiés politiques avec leur fils Sergueï – aujourd'hui âgé de dix ans –, ils ont fui leur pays d'origine, à cause de pressions de la part de la police. « Les autorités venaient nous voir pour prendre notre argent », se rappelle Yevgeniya. Au Kazakhstan, on ne peut rien faire dès que l'on

gagne assez bien sa vie... » Résigné, le couple se décide alors à migrer vers d'autres cieux. Grâce à l'aide de l'association Casas (Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile), ils s'adaptent peu à peu à leur nouvelle vie. Yevgeniya suit des cours de français à l'université Marc-Bloch pendant un an. Son mari, lui, s'occupe de leur fils. A l'église protestante de la gare, ils rencontrent un couple de Français qui les aide dans leurs différentes démarches. Curieux paradoxe pour ce couple orthodoxe. « Pour moi, il n'y a qu'un seul dieu. On peut prier n'importe où, même à l'église protestante, estime Yevgeniya. L'église orthodoxe la plus proche est à Baden-Baden. C'est un peu loin. »

Nostalgie. Mais, le couple peine à se procurer des produits typiquement russes en Alsace. Après quelques mois de réflexion et grâce à un emprunt, ils décident d'ouvrir un magasin d'alimentation spécialisé dans les produits de l'Est. L'approvisionnement est effectué en Allemagne. « Ici, les gens sont accueillants, sociables. Cela



Yoann Terrasse

n'a rien à voir avec le Kazakhstan », remarque Yevgeniya, très élégante dans son long manteau blanc et ses talons aiguilles. Si la jeune femme a quelques amies à Strasbourg, elle éprouve quand même une certaine nostalgie. Tant qu'elle ne sera pas naturalisée française, elle ne retournera pas dans son pays d'origine. L'an dernier, elle n'a pas pu assister à l'enterrement de son père. « Ma mère,

mes deux sœurs et ma meilleure amie vivent toujours là-bas. Parfois, elles me manquent, confie-t-elle. Pour l'instant, nous avons une carte de séjour de dix ans et nous attendons la naturalisation » Dans un an, ils sauront s'ils bénéficieront ou non de la nationalité française. Alors, Yevgeniya sera peut-être en mesure de retourner voir les siens.

Yevgeniya et son mari ont ouvert l'épicerie « La Russie » à Neudorf en juillet 2006.

YOANN TERRASSE

Gholamali Bandali, Afghanistan

Voyage au bout de l'exil



L a l'air discret, presque timide. Les sacs, tentures et autres bibelots de toutes les couleurs qui s'accumulent sur son stand attirent davantage le regard que lui. Gholamali Bandali est un jeune homme calme qui prend sa tâche – s'occuper du stand de l'Association franco-iranienne d'Alsace – au sérieux. Rien dans son apparence ne laisse supposer que le chemin qui l'a mené là, au marché de Noël de Haguenau, a été long et périlleux. Quand on lui parle, on découvre son sourire sympathique, désarmant, spontané, qu'il a réussi à garder, on ne sait trop comment, après les épreuves subies, persécution, fuite, exil.

Premier exil. Né en 1973 à Mazar-e-Sharif dans le Nord de l'Afghanistan, Gholamali Bandali a compris très jeune le sens du mot « exil ». Lorsqu'il avait six ans, sa famille a dû se réfugier une première fois en Iran fuyant l'invasion des troupes soviétiques. Vingt ans plus tard, en 1999, c'est l'intolérance religieuse des Talibans, fondamentalistes sunnites, qui ne laisse d'autre choix à la famille chiite de Gholamali que de quitter une nouvelle fois son pays. « *Les Talibans ont tué mon père et, avec ma mère et mes six frères et sœurs, nous avons tout juste eu le temps de nous enfuir et de nous installer à Qom au sud de Téhéran.* » Le sourire quitte son visage.

Bateau gonflable. Gholamali Bandali reste évasif sur ce qui l'a décidé à partir d'Iran, laissant sa famille derrière lui. Une carte de séjour refusée, la menace d'une expulsion vers l'Afghanistan ou, tout simplement, l'espoir d'une vie meilleure en Europe ? Toujours est-il que, au début de l'année 2000, il se rend dans une ville frontalière de la Turquie et paie 300 dollars pour un faux passeport pakistanais et les services d'un passeur. « *J'ai marché pendant trois heures pour traverser les montagnes. Puis, j'ai pris un bus pour Do'ubayazit* », se souvient-il. Le voyage pour Istanbul se passe sans encombre. Dans la

capitale turque, Gholamali retrouve un ami afghan qui a déjà tenté à plusieurs reprises de franchir la frontière grecque. Deux fois, la police turque l'a cueilli avant la traversée ; deux fois, la police grecque l'a renvoyé. « *Nous avons décidé de tenter notre chance ensemble avec trois autres personnes, de nuit, sur un bateau gonflable. Personne ne nous a vus, nous sommes arrivés en Grèce sans problème.* »

Pistaches et noix. Pourtant, le plus difficile reste à faire : atteindre la grande ville la plus proche, Xanthi, sans être découverts par les douanes grecques. Pendant dix jours, Gholamali et ses compagnons de fortune marchent la nuit et se cachent le jour. « *C'était le printemps, il ne faisait pas très froid. Nous avons emmené des pistaches et des noix qui ne sont pas lourdes et contiennent beaucoup d'énergie.* »

Arrivés enfin à Xanthi, la priorité pour les réfugiés est de se laver et de racheter des vêtements pour ne pas éveiller les soupçons. A Athènes, les économies de Gholamali, qui proviennent notamment de la vente du magasin paternel en Afghanistan, s'épuisent. Mille dollars, envoyés par la famille depuis son exil iranien, paieront la suite du voyage, de plus en plus coûteux sur le sol européen. « *A Patras sur le Péloponnèse, je suis vraiment resté coincé. Il y a beaucoup de réfugiés lâbas, des Kurdes et d'autres nationalités, et ils essaient tous de prendre un ferry pour l'Italie.* » Plusieurs échecs, puis finalement la réussite, à bord d'un camion, au milieu de copeaux de bois. Après une dizaine de jours passés à Rome et un autre transfert d'argent depuis l'Iran, Gholamali Bandali arrive à Strasbourg en septembre 2000.

Un vrai passeport. « *Au départ, j'avais dans l'idée d'aller jusqu'en Finlande, où j'ai de la famille, ou de rejoindre un ami à Munich. Mais tout le monde m'a conseillé de faire une demande d'asile en France, que les conditions étaient les mêmes partout en Europe.* »



Silke Koltrowitz/CUE

Huit mois d'attente, puis la réponse positive. L'Afghan obtient le statut de réfugié, le droit de s'installer et de travailler. « *J'ai fait beaucoup d'efforts pour apprendre le français, je lis les journaux et j'écoute la radio.* »

Cette persévérance est récompensée en 2005 par un passeport français. Un vrai passeport cette fois-ci, qui le rapproche un peu plus de ses deux rêves : ouvrir un magasin de tapis et rendre visite à sa famille en Afghanistan.

Ouvrir un magasin de tapis, c'est le nouveau rêve de Gholamali Bandali.

SILKE KOLTROWITZ

Tarek, Liban

Diamants au Zaïre, pois chiches à Strasbourg

A en croire Tarek, debout derrière le comptoir de son épicerie, aucun Libanais du quartier ne peut survivre plus de deux semaines sans venir faire ses courses chez lui.

Cageots de fruits et légumes à l'extérieur, produits directement importés du Liban à l'intérieur, le commerce, ouvert il y a deux ans, a ses habitués.

Mais qu'ils s'avisent de parler politique au propriétaire, et Tarek leur répondra farine de pois chiches ou variétés d'olives, selon l'humeur...

Moustache poivre et sel, fines lunettes sur le front, il assure pourtant suivre de près l'actualité libanaise, et ne mâche pas ses mots vis-à-vis du gouvernement Siniora.

Mais pour ce chiite de Baalbeck, le souvenir du mois de juillet, au cours duquel le Hezbollah a affronté l'armée israélienne, est encore trop vif.

Alors que la télévision française tenait le compte des rapatriés français et lui montrait chaque soir un Liban replongeant dans la guerre, il reste deux semaines sans nouvelles de sa femme et de trois de ses huit enfants. Jusqu'à ce coup de fil de Syrie, où la famille a trouvé refuge.

Bombardement. Tarek reconstitue alors le cours des événements : la mort de son père dans le bombardement de la maison familiale de Baalbek, les dix jours de fuite de sa femme et de ses plus jeunes enfants, qui ont marché dans les champs et dormi dans des caves. « Depuis, dès que mon fils de dix ans entend un avion, il a mal au ventre. »

Aujourd'hui sa femme et ses enfants l'ont rejoint à Strasbourg, et il n'envisage pas de retourner au pays : « Il n'y a rien là-bas pour mes enfants. C'est la guerre, la misère, tout le monde préfère partir. » Tarek est certes Libanais, mais en bientôt soixante ans, il n'a passé en tout que huit ans dans son pays.

Sa naissance au Sierra Leone, où vit une importante partie de la diaspora libanaise d'Afrique, lui vaut un passeport britannique. Il a huit ans quand il arrive au Liban pour la première fois. Cinq ans plus tard, la famille quitte de nouveau Baalbek pour retourner en Afrique : Liberia, Zaïre, Congo, Afrique du Sud. Tarek y restera 16 ans.

De son père, il a hérité le sens des affaires : il monte son premier commerce à Monrovia, puis un second, engrange des bénéfices, essuie des revers de fortune, regagne « beaucoup d'argent »...

Alors qu'il est de retour au Liban dans les années 1980, au plus fort de la guerre, la banque où il a placé ses fonds fait faillite. Tarek vend tout ce qu'il a, jusqu'aux bijoux offerts à sa femme quand les affaires marchaient, emprunte à des amis, et repart de zéro.

Commence une course à travers le monde, dont on peine à suivre le fil. En 1990, il est en Roumanie, deux ans plus tard à Moscou, puis à Cuba. Un crochet par les Etats-Unis, et il s'installe au Soudan, en 1999, où il monte trois fabriques de cageots et de mouchoirs en papier. Pourquoi une telle fuite en avant, quand il a une femme et huit enfants ? Se décrivant lui-même comme un « fugitif », Tarek se borne à évoquer les « impératifs du commerce », sans entrer dans le détail.

Carte de séjour de 10 ans.

Mais à l'entendre, c'est en France qu'il se sent le mieux. Ses deux fils aînés y ont les premiers posé leurs valises, courant 2001, pour leurs études. La famille a un cousin enseignant à l'université Louis Pasteur : ce sera donc Strasbourg.

Après un test de langue à l'institut culturel français, ils obtiennent leur carte de séjour de dix ans sans difficultés. Entre temps, grâce à la vente de ses fabriques au Soudan, Tarek a fait construire la grande maison de Baalbek, dont il ne reste aujourd'hui que des ruines. Au bout d'un an, il s'envole pour la France avec, dit-il, une idée en tête : vérifier par lui-même que ses fils, étudiants à l'ULP, suivent le droit chemin. Il reste six mois, assez pour s'imaginer vivre en France à son tour.

Quand il revient six mois plus tard, c'est pour racheter le fonds de commerce d'un épicerie iranien, et, de fait, s'installer pour de bon.

Pays en paix.

C'était il y a cinq ans, et Tarek affirme aujourd'hui ne plus vouloir quitter Strasbourg. Et de vanter la France des droits de l'Homme et de la sécurité sociale, ce beau pays en paix et... sans coupures d'électricité.

Alors qu'importe si son épicerie est aujourd'hui tout ce qui lui reste, lui qui dans une autre vie fit au Zaïre commerce du diamant. Pour l'heure, sa principale inquiétude concerne ses deux plus jeunes enfants et sa femme, sans-papiers. La lettre qu'il a envoyée à la préfecture est pour l'instant restée sans réponse.

CORDÉLIA BONAL



Emilie Brotel/CUEJ

Ahmed a commencé la boxe en cachette. En France, il peut maintenant assouvir sa passion.

Ahmed Rifaie, Liban

Rêve en plusieurs rounds

LE sport comme outil d'intégration : l'exemple d'Ahmed Rifaie est presque un cas d'école.

Quand ce Libanais de 26 ans arrive à Strasbourg, en 2004, il ne connaît personne et parle très mal le français. Ce qui ne l'empêche pas de s'inscrire à des cours de boxe : deux ans plus tard, le jeune homme a fait les démarches pour obtenir la nationalité française, pour pouvoir peut-être un jour participer à des championnats au niveau national.

Pourtant, ce n'est pas pour la boxe qu'Ahmed Rifaie a quitté son pays natal. Lorsqu'il vient pour la première fois en France, en 2000, c'est à l'occasion d'un séjour à Belfort dans le cadre d'une rencontre de jeunes organisée par la Maison de la Méditerranée et la Ville.

Mais le jeune homme ne veut plus retourner au Liban : quelques années plus tôt, il a été refusé dans l'armée et en garde une certaine rancœur.

Il est en effet convaincu qu'il n'a pas été choisi du fait de sa confession musulmane. Malgré le baccalauréat qui l'attend et contre l'avis de ses parents, il choisit donc de rester en France.

Deug de philo. Il se rend à Paris, où il réussit à trouver du travail dans des restaurants grâce à la communauté libanaise. Sur les conseils d'un ami, il s'inscrit à l'école irakienne de Paris pour obtenir un diplôme qui lui permette de poursuivre ses études en France.

L'année suivante, il entre en Deug de philosophie à l'université de Saint-Denis, mais ne termine pas son année.

Pour vivre, le jeune homme travaille dans des restaurants, comme au Liban, quand il voulait se payer les petits plus que ses parents lui refusaient. C'est là qu'il rencontre une jeune Suédoise, qu'il épouse en 2002. L'âme voyageuse, il la suit dans

son pays, y travaille dans un petit magasin d'alimentation libanaise appartenant à son beau-frère, à Malmö. Quand vient le temps de la séparation, un an plus tard, c'est à Londres qu'il se rend.

Reste que pendant toutes ces années, Ahmed Rifaie n'a pas oublié son rêve d'enfant : faire de la boxe. Au Liban, le sport lui était interdit : trop dangereux, pour ses parents, trop cher aussi. Le jeune homme pratique alors le judo, l'aïkido et le taï-chi... tout en s'initiant à la boxe en cachette. La passion lui reste.

Cours de salsa. Quand il arrive à Strasbourg, où il a trouvé un job de cuisinier grâce à internet, il profite de ses soirées libres pour suivre des cours de boxe anglaise. Le jeune homme prend une licence amateur et participe à quelques combats. Peu à peu, l'idée d'aller plus loin fait son chemin. Mais Ahmed, qui garde les pieds sur terre, a aussi d'autres projets : il pense déjà à ouvrir son propre restaurant.

La boxe a surtout été pour lui l'occasion de se faire des amis, tout comme les cours de salsa où il s'est inscrit. Avec eux, il a rapidement appris le français, sans suivre aucun cours.

Aujourd'hui décidé à rester en France, Ahmed a demandé la nationalité française au début de cette année. Pour lui, la démarche est naturelle. Il ne regrette pas le Liban, où il considère que les divisions religieuses sont à l'origine de beaucoup des problèmes actuels.

Il n'y a d'ailleurs plus beaucoup d'attaches : ses parents ont récemment rejoint son frère et ses deux sœurs installés en Australie.

Surtout, il est reconnaissant à la France de lui avoir donné un travail, la possibilité de s'adonner à sa passion et un avenir auquel il ne croyait plus au Liban.

EMILIE BROTEL

Irfan Saleh, Irak

Damn  de Saddam

POSÉE sur la table du salon, parmi les tasses fumantes de thé iranien, une carte d'identité : Irfan Saleh, né le 19 avril 1966, nationalité française. Dans son appartement de l'avenue de la Forêt Noire,   Strasbourg, Irfan, confortablement installé dans son canapé de cuir rouge, peut enfin sourire. Depuis quatre mois, il est citoyen français.

Cette carte plastifiée, c'est le sésame d'une vie paisible. Un luxe pour ce Kurde d'origine irakienne qui a trop longtemps connu les souffrances de la guerre et de l'exil.

Irfan est originaire d'Halabjah, ville frontalière avec l'Irak, au nord de l'Irak. La famille, communiste, est farouchement opposée au régime de Saddam Hussein. En 1966, le père ressort aveugle des g eles du tyran. Irfan lui aussi paiera son adhesion au PC irakien d'un an de prison et de tortures.

Blessé aux yeux.

Maintes fois, sa famille doit fuir les bombardements et se réfugier dans des camps en Iran. Mais en mars 1988, c'est l'apocalypse qui s'abat sur la ville d'Halabjah : l'armée de Saddam Hussein attaque à l'arme chimique. 8000 victimes, sans compter ceux qui mourront peu à peu, de cancers ou d'autres maladies.

Irfan, ce jour-là, perd son père et beaucoup de ses amis. Il fuit avec sa mère vers les camps installés en Iran. Blessé aux yeux, il y est hospitalisé. Lui et sa mère sont ballottés de camp en camp, jusqu'à « l'amnistie générale » décrétée par le gouvernement de Bagdad, le 6 sep-

tembre 1988, et leur retour au pays. Sa mère meurt en avril 1992.

Huit mois de prison. Irfan multiplie les petits boulots à la frontière avec l'Irak. En décembre, en passant la frontière, il est arrêté par les Pasdarans iraniens, les « gardiens de la révolution ». Il est relâché mais prévenu : la prochaine fois, il sera accusé d'espionnage.   la frontière pourtant, les combats font rage entre un groupe islamiste, l'Ansar al-islam (Partisans de l'islam), suspecté d'entretenir des liens avec Al-Qaïda, et les Peshmergas de l'Union patriotique du Kurdistan. Irfan ne peut rentrer en Irak. De nouveau arrêté, il fait huit mois de prison, s'évade et traverse la frontière grâce à l'aide de deux Peshmergas.

Mais Irfan ne se sent plus en sécurité. Il baisse les bras, met tout l'argent qui lui reste dans l'achat d'un passeport et part, sans que personne ne le sache, en Turquie. Accueilli   Istanbul par la famille d'une ancienne voisine, il se prépare à gagner la France où habitent déjà sa sœur et son beau-frère.

Il trouve un passeur qui, contre 1000 dollars, lui propose de rejoindre Athènes à pied. Ils sont neuf à partir. Première  tape : Agziantar, distante de près de 280 km. Ils marchent la nuit et se reposent le jour, à l'abri des regards. Irfan se souvient : « *Nous avons travers  des montagnes, des routes enneigées, des rivières, contourné des villages sans oser y pénétrer...* » Les vivres s'épuisent rapidement, et c'est affamé que



Collection personnelle

le groupe parvient à Athènes. Au bout d'un mois dans la capitale grecque, Irfan trouve un nouveau passeur, qui lui promet l'Italie pour 500 dollars.

Tourner la page. Cette fois, ils sont une vingtaine : des Kurdes, des Pakistanais et des Indiens, entassés dans un camion. Trois jours sous une chaleur accablante alors que l'eau se fait rare, que la puanteur règne, et que Pakistanais et Indiens se battent en permanence. De Bari, où le camion les dépose, les Kurdes prennent un train pour Rome. Là-bas, chacun achète finalement un billet pour la destination de ses rêves. Irfan est le seul à choisir la France.

Le lendemain, il est à Lyon, où il demande l'asile politique (qu'il obtiendra onze mois plus tard), apprend le français et re-

trouve une jeune femme kurde qu'il avait rencontrée en Turquie. De leur union naît une petite fille. Mais le couple se sépare. Alors que sa femme s'installe avec sa fille à Berlin, Irfan reste en France. Mais en 2000, il déménage en Alsace pour se rapprocher de sa fille. Aujourd'hui bien intégré, aidant auprès de personnes âgées, Irfan n'envisage pas de retourner vivre en Irak, même si la paix y revient. « *Il y a trop de misère là-bas. Mes amis me manquent énormément. Beaucoup sont morts sous les bombes... C'est trop douloureux d'y penser. Mais il faut oublier le malheur...* »

Tourner la page, sans l'effacer. Irfan a écrit un livre pour raconter sa vie, la guerre, l'errance et la sécurité retrouvée. Reste à trouver un  diteur.

ADELISE FOUCAULT

En 1988, dans un camp de réfugiés en Iran, après le bombardement d'Halabjah par l'armée de Saddam Hussein.

Le sacré coup de main des pentecôtistes

Achot et Narine viennent d'Arménie. Orthodoxes non pratiquants, ils se sont convertis au pentecôtisme en France après avoir reçu l'aide de l'Eglise pentecôtiste internationale de Strasbourg (Epis). Achot est arrivé en France en 2003 et affirme :

« *J'ai dormi dans la rue pendant un an et demi, aucune association ne m'a vraiment aidé. Ici, quand je suis entré, des gens sont venus me demander si j'avais besoin de quelque chose.* »

Le mouvement protestant évangélique est connu pour son prosélytisme. Ses membres espèrent trouver dans les immigrés, de plus en plus nombreux à bénéficier de leur aide, de nouveaux fidèles.

Achot travaille comme homme à tout faire dans le bâtiment de l'Eglise, situé dans le quartier de la Meinau, et habite l'un des appartements à l'étage. Sa femme Narine, qui l'a rejoint en 2005, suit des cours de français pour les Russes et les Arméniens, organisés par l'Epis

dans ses locaux depuis deux ans. Sans pour autant adhérer au pentecôtisme, la majorité des élèves y assiste parce que Naira Melilcyan leur explique le français dans leur langue.

Comme l'aide alimentaire, les cours sont un moyen d'attirer des personnes qui cherchent à s'intégrer.

Les nouveaux arrivants sont d'ailleurs repérés le dimanche dès leur entrée dans la salle de culte, et, en tant qu'immigrés, ils seront généralement mis en contact avec un membre de l'Epis originaire du même pays. En outre, depuis

deux ans et demi, les Russes et les Arméniens peuvent suivre le culte dans leur langue à l'aide de casques.

Une cinquantaine d'Arméniens, soit cinq fois plus qu'en 2000, se réunissent à l'Epis deux fois

par semaine, autour notamment de Pierre Y r mian. Cette figure de la communauté à Strasbourg aide les immigrés arméniens dans leurs démarches administratives et la recherche d'emploi.

La bouche-à-oreille fonctionne, comme pour les Africains. La plupart retrouvent dans cette Eglise un groupe comme hier dans leur pays. « *Ici, les communautés traditionnelles catholiques et protestantes paraissent très froides* », avance Jean-Marie Mitesa, d'origine rwandaise et catholique avant d'arriver en France.

Le pasteur et les membres les plus actifs, fiers des 32 nationalités représentées, cherchent à mettre en avant « leurs » immigrés. « *Nous essayons de valoriser ces cultures, sous forme de rencontres conviviales*, commente Patrice Aloird, membre depuis 1973 et coordinateur des différentes activités de l'Epis. *C'est une nouveauté par rapport à l'Eglise que j'ai connue avant.* » Régulièrement, une communauté prépare un repas traditionnel de son pays.

En mal de repères, ces immigrés, à leur arrivée en France, ont pour but de s'intégrer. Celui de l'Epis, c'est de les accueillir, mais aussi de renforcer ses troupes.

JEANNE CAVELIER
JULIE CHABANAS

Le pasteur Michel Schneider célèbre le culte devant une assemblée composée de 32 nationalités.

Jeanne Cavellier(CUE)



Dalwinder et Saideep Singh, Inde

Le sari, bleu de travail



Sebastian Drolshagen/CUEJ

Après un restaurant, les Singh ont ouvert une boutique qui ne rencontre pas encore le succès espéré.

C'EST Bollywood en miniature dans la Grand-rue. Depuis septembre, Dalwinder Singh, un Indien de 30 ans, vend des vêtements, des bijoux et d'autres accessoires de son pays dans un petit magasin au centre de Strasbourg. Pourtant, les Strasbourgeoises ne s'intéressent que rarement aux saris multicolores de la Punjabi Boutique. La plupart du temps, le propriétaire ne fait qu'attendre – soit des clients,

soit sa femme Saideep, 27 ans, qui le rejoint souvent l'après-midi. C'est pour elle qu'il a quitté les environs de New Delhi pour l'Alsace il y a quatre ans. « *C'est un mariage arrangé par nos pères* », raconte Saideep Singh. Cherchant ses mots en français, Dalwinder explique : « *Je l'ai rencontrée. Je lui ai demandé : "Tu veux bien m'épouser ?" Et elle a dit oui.* » Les deux ne s'étaient ja-

mais vus avant. Saideep aurait pu dire non mais, dit-elle, « *tout s'est très bien passé* ». Son sourire indique qu'il est inutile d'insister : elle ne veut pas remettre en cause la tradition du mariage arrangé. Saideep est venue en France avec ses parents à l'âge de 13 ans. A l'époque, son père cherchait un travail bien payé, son oncle avait fait fortune comme restaurateur à Strasbourg.

« Avec l'argent qu'on gagne ici, on est très riche en Inde. »

« *Nous habitons tous à la Meinau, les uns à côté des autres* », précise Saideep. Les trois familles forment une petite communauté. Dalwinder se sentait pourtant assez seul pendant ses premiers mois en France. « *En Inde, tout le monde me connaissait, tout le monde me saluait. A Strasbourg, personne* », se souvient-il. Petit à petit, il a réussi à nouer des liens avec ses voisins. Un autre pas important pour lui serait d'avoir un permis de conduire français. Dalwinder montre son permis indien, valable jusqu'en 2011. Faute de traités bilatéraux, ce document n'a plus de valeur en France. A l'heure actuelle, Dalwinder Singh prend des leçons de conduite. Il vient de réussir l'examen du code.

« Une vraie Européenne ».

Aujourd'hui, l'Inde n'est qu'un lieu de vacances pour le couple et leur fils Sampreet, né il y a deux ans en Alsace. Mais le voyage coûte cher et ils ne peuvent s'y rendre que rarement. « *Là-bas, nous n'avons pas de soucis. Nous disposons d'une grande maison avec des domestiques. Avec l'argent qu'on gagne ici, on est très riches en Inde* », raconte la jeune femme. S'installeront-ils un jour dans leur pays ? « *Non, non, non, nous ne pouvons plus imaginer d'y vivre.* » Et Saideep ajoute : « *Moi, je suis devenue une Européenne.* » Son sari est une sorte de tenue de travail ; en dehors du magasin, elle lui préfère les pantalons.

Mais la vie de la famille Singh est loin d'être sans problèmes à Strasbourg. Peu après leur arrivée, les époux, suivant l'exemple de l'oncle de Saideep, ont ouvert un restaurant à Illkirch. C'est en cuisine que Dalwinder apprend ses premiers mots de français. Mais les clients sont trop rares pour éviter la faillite. Et le nouveau magasin ne se porte guère mieux. Le père de famille ne sait pas combien de temps il pourra continuer à travailler ainsi à son propre compte. En Inde, Dalwinder avait une agence de voyages, un magasin d'ordinateurs et un restaurant. Il ne doute pas une seconde de sa réussite future : « *I am a business man. I want to make good business. Je sais tout faire, j'ai confiance en moi.* »

SEBASTIAN DROLSHAGEN

Ahmad Iqbal, Pakistan

Paria de l'islam

D'UNE pochette en plastique, Ahmad Iqbal* tire une feuille de papier : on peut y lire, traduite de l'ourdou, la fatwa ordonnant sa condamnation à mort. C'est elle qui a obligé ce Pakistanais à quitter son pays en 1998.

Ahmad Iqbal est né il y a 35 ans à Khanpur, au Penjab pakistanais, d'un père pakistanais et d'une mère indienne. La famille, qui compte déjà quatre enfants, est aisée.

De sa jeunesse, dans la ville de Rabwa, Ahmad Iqbal montre des photographies, rassemblées dans de petits albums. On y voit un jeune homme à l'apparence soignée, qui s'habille comme ses idoles des films indiens, toujours entouré d'amis. Sur l'une d'elles, Ahmad Iqbal désigne un homme : cet ami d'enfance a été assassiné quelques années après le départ d'Ahmad Iqbal pour la France. Il faisait partie de la communauté Ahmadiyya, tout comme Ahmad Iqbal.

Au Pakistan, ce mouvement, dérivé de l'islam au XIX^e siècle et présent dans le monde entier, a été décrété non musulman par la constitution de 1974 et a reçu le statut de minorité religieuse. Ces membres, aussi appelés Qadiani, n'ont pas le droit d'aller à la mosquée, de citer le Coran ou même de prononcer la salutation religieuse « salam aleikoum », sous peine d'encourir la peine de mort. Ils sont aussi régulièrement vic-

times de violences de la part de la majorité musulmane.

500 dollars en poche. Pour Ahmad Iqbal, les problèmes ont commencé après son installation à Gujranwala, où il a ouvert un magasin d'alimentation. Un voisin, jaloux de sa réussite, l'accuse de blasphème : Ahmad Iqbal, menacé de mort, n'a pas d'autre choix que de fuir. Il se rend à Islamabad et achète 5000 euros un visa et un billet d'avion pour Paris. Son frère et sa sœur, installés à l'étranger, l'aident financièrement, mais quand il arrive en France, c'est avec une petite valise et 500 dollars en poche. De la France, il ne connaît rien et part rejoindre un de ses frères, écrivain, installé depuis plusieurs années à Francfort.

Celui-ci a obtenu l'asile politique et lui conseille de faire de même. Mais une nuit, la police allemande réveille Ahmad Iqbal dans le foyer où il est installé : il est expulsé vers la France.

Commentent alors six ans d'une vie difficile, faite de démarches administratives, de logements provisoires en foyers, de travail au noir payé une misère comme aide cuisinier ou agent de nettoyage. Ce n'est qu'en février 2005 qu'il reçoit enfin sa première carte de séjour d'un an, sans toutefois obtenir le statut de réfugié. Il retrouve une vie décente, du travail et un logement. De cette époque, Ahmad Iqbal parle sans amertume,

Généreux, Ahmad Iqbal a payé avec son premier salaire un repas aux sans-abri de son ancien foyer.



Collection personnelle

tout simplement heureux de s'en être sorti. Généreux, il a payé avec son premier salaire un repas aux sans-abri de son ancien foyer et à tous ceux qui l'ont aidé.

Peu de loisirs. En juillet, Ahmad Iqbal a racheté un petit restaurant de spécialités indiennes et pakistanaïses avec un ami, grâce à l'argent économisé lors de son dernier travail, une aide de son ancien patron. Il a aussi emprunté auprès d'une banque. Présent dans son restaurant six jours sur sept, Ahmad Iqbal n'a pas beaucoup de temps à consacrer à des loisirs : de temps en temps, il fait une partie de tennis avec des amis. Il est resté fan de films indiens, qu'il regarde sur le câble.

Aujourd'hui, il peut surtout refaire des projets : acheter son propre logement, se marier, et pourquoi pas, dans quelques années, ouvrir un magasin de vêtements. Il veut aussi demander la nationalité française : rangés dans une pochette, les papiers sont déjà remplis. Reste que même ici, Ahmad Iqbal connaît parfois des problèmes du fait de sa religion. S'il ne veut pas donner son véritable nom, ni montrer son visage sur une photo qui date pourtant de plusieurs années, c'est que certains Pakistanais de Strasbourg l'ont rejeté, dès qu'ils ont appris qu'il appartenait à la communauté Ahmadiyya.

EMILIE BROTEL

* Son nom a été changé à sa demande.

Sur la tombe des parents d'Ahmad Iqbal, morts à la fin des années 1980, l'inscription religieuse tirée du Coran a été effacée.

Wichai Yotma, Thaïlande

Gagner sa vie et retourner au pays

C'EST fait déjà cinq ans que Wichai Yotma, un jeune Thaïlandais de 24 ans vit en France loin de sa famille. Il parle très peu français, mais il connaît bien son travail. Il est employé dans un petit supermarché asiatique de Strasbourg depuis un an, après avoir quitté Lyon. « J'y ai habité deux ans et comme ma tante, qui habite à Strasbourg, ouvrait un nouveau restaurant, elle m'a fait venir pour travailler chez elle, raconte Wichai. Quelques mois plus tard, mon cousin m'a conseillé de travailler dans ce supermarché car le patron avait besoin d'un ouvrier. »

Arrivé en France en 2001 avec un visa d'étudiant, le jeune Thaïlandais a pourtant vite changé d'avis : au bout de quelques mois, il décide d'abandonner ses études. « J'ai travaillé dans des restaurants thaïlandais pendant deux ans, d'abord à Paris puis à Lyon et enfin, cette année, à Strasbourg. »



Dina Ros/CUEI

Wichai ne compte pas ses heures pour pouvoir envoyer de l'argent à sa famille en Thaïlande.

Le jeune homme aux cheveux lisses est rarement souriant. Il place les marchandises dans les rayons de la supérette. Il est salarié et peut tous les trois ou quatre mois, envoyer 1000 euros à ses parents en Thaïlande.

« Le travail ici est un peu difficile, reconnaît-il. Ma famille me manque beaucoup. Mais la vie ici est mieux par rapport à la Thaïlande. »

Wichai travaille du mardi au samedi dans le magasin et termine à 19 heures. Le samedi soir, après avoir fini son travail, il file dans un restaurant thaïlandais où il sert les clients jusqu'à minuit. « Je ne gagne que 25 euros au restaurant, regrette Wichai. Bien sûr ce n'est pas beaucoup mais je dois gagner de l'argent pour l'envoyer à ma famille. »

Une vie difficile. Depuis cinq ans, ce jeune garçon ne connaît que le travail. « Quand je rentre à la maison, je suis vraiment fatigué. Alors je prends mon bain, je dîne, je regarde la télé et je dors pour pouvoir travailler le lendemain matin », raconte-t-il. Parfois le dimanche, Wichai joue au loto et au tiercé avec un autre ami thaïlandais. Il peut ainsi oublier un peu le stress et sa tristesse. Si

Wichai trouve souvent la vie en France difficile, la nécessité de gagner de l'argent l'incite à rester.

Rentrer dans quatre ans.

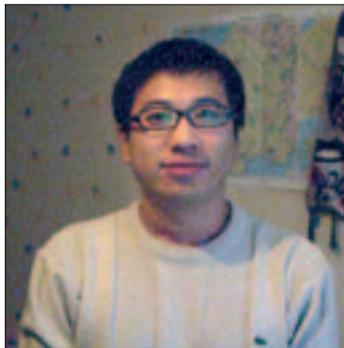
Wichai est le cadet d'une famille paysanne thaïlandaise habitant la province Phychit, située à 400 km de Bangkok. Il a deux grands frères et deux grandes sœurs. Sa deuxième sœur est rentrée en Thaïlande, il y a six mois, après deux ans passés à Lyon, car elle ne supporte pas la vie en France.

Wichai a prévu de rendre visite à sa famille qu'il n'a pas vue depuis six ans, lors de ses prochaines vacances. Il souhaite retourner dans son pays. « Quand ma carte de séjour expirera dans quatre ans, je rentrerai dans mon village, avec l'argent que j'ai économisé jusque-là. » Le jeune homme a déjà un projet précis en tête : construire et louer des logements pour étudiants. Sa famille habite juste à côté d'une université.

DINA ROS

Rui Chen, Chine

Self-made cuistot



A 26 ans, Rui Chen se lance dans les affaires.

ENTOURÉ de cartons et de piles de vêtements dans son appartement strasbourgeois, Rui Chen reçoit en plein déménagement. Ce jeune Chinois de 26 ans quitte Strasbourg pour emménager dans le restaurant qu'il vient d'acquiescer à Schirmeck.

Pour travailler à son compte, Rui Chen a demandé sa carte de séjour commerçant il y a un mois. S'il l'obtient – comme il l'espère – il devra la faire renouveler chaque année.

Natif de la ville de Changchun, dans la province de Jilin, au nord de Pékin, Rui Chen est licencié d'anglais. Deux de ses amis de promotion étant partis étudier en France, Rui Chen décide de faire de même. Carte de séjour étudiant en poche, il arrive en France en 2003 pour étudier le français et l'anglais. Sans bourse, Rui Chen se fait aider par ses parents, ouvriers dans une usine automobile. Pour arrondir les fins de mois, il recherche un emploi dès son arrivée. Il épluche les pages jaunes et appelle tous les restaurants chinois de la région, en quête d'une place de cuisinier, sans avoir jamais touché à la profession qu'il entend exercer !

Créer son entreprise. C'est en travaillant à mi-temps au restaurant Le Panda, à Schirmeck, qu'il se fait la main. Le propriétaire veut arrêter la restauration et Rui Chen les études. Désireux de se lancer dans les affaires, comme il aime à le répéter, Rui Chen rachète le restaurant avec ses deux collègues, avec lesquels il a sympathisé. Coût de l'opération : 35 000 €. La banque lui prête de l'argent sans faire de difficultés. Rebaptisé Le Jasmin, le restaurant ouvre ses portes en janvier.

Pour autant, le jeune Chinois sait qu'il ne sera pas cuisinier toute sa vie. Il rêve de créer son entreprise pour importer des produits de décoration de Chine vers la France. Rui Chen ne pense pas non plus finir sa vie en France, ni demander la nationalité française. Pourquoi pas, un jour, retourner s'installer dans son pays auprès de ses parents qu'il n'a pas revus depuis trois ans et demi ?

VICTOR ROUX-GOEKEN

Zhao Yu Ping, Chine

Des rizières au monde des affaires

ZHAO Yu Ping, 33 ans, est le seul Chinois parmi les employés de l'entreprise Steelcase. Arrivé en France en 2002, il travaille depuis deux ans à Strasbourg dans cette entreprise américaine de fournitures de bureaux haut de gamme. Chargé de l'importation de matériel en provenance d'Asie, il n'aime pas parler d'argent. Mais il admet que son salaire actuel est « incomparable » avec ses précédents revenus en Chine.

Son premier emploi lui est proposé par le gouvernement chinois en 1995, alors qu'il est tout juste diplômé de langue et de littérature françaises. Refuser pourrait ralentir l'évolution de sa carrière : il devient donc interprète dans l'usine Peugeot-Citroën qui vient de s'implanter à Wuhan.

ESC Grenoble. Quatre ans plus tard, Zhao Yu Ping démissionne et s'installe à Shanghai avec Ya Dan, épousee un an plus tôt. Déjà son objectif est d'aller vivre en France. Lors de son premier voyage d'affaires en France en 1996, il est fasciné par le niveau de vie, l'impression de liberté et la culture française. En comparaison, le monde des affaires chinois lui apparaît très rigide, très hiérarchisé.

En 2002, il s'inscrit à un concours pour les étudiants chinois qui lui permet d'être admis en deuxième année à l'école supérieure de commerce de Grenoble. Stage chez Valéo à Angers, puis chez Steelcase à Strasbourg où il est finalement embauché.

Sa réussite professionnelle, il la doit en partie à ses parents qui l'ont toujours encouragé à faire des études et ont fait des sacrifices pour lui. Zhao Yu Ping évoque son enfance dans un français impeccable. Dans les années 1970, son père était instituteur en ville, le reste de la

famille travaillait dans les champs. Enfant, Zhao Yu Ping aidait sa mère et sa grand-mère à planter le riz. Jusqu'en 1981, Xinzhou, sa ville natale dans le centre de la Chine, fonctionnait sur le modèle des communes populaires où la nourriture était distribuée en fonction du travail fourni pendant l'année. Zhao Yu Ping se souvient encore de cette voisine, veuve avec trois enfants, qui pleurait lors de la distribution de riz. Elle ne parlait jamais à travailler assez

mais, en 2007, il pourra faire la demande pour un titre valable dix ans. Il est bien intégré dans son travail, où il s'est fait plusieurs amis français qu'il retrouve toutes les semaines pour jouer au tennis. Il regarde souvent des films chinois ou co-réens.

Zhao Yu Ping habite avec sa femme, dans un appartement d'environ 30 m² près de l'Esplanade à Strasbourg. Il a pu faire venir Ya Dan à Strasbourg après un an de démarches, dans



Zhao Yu Ping a travaillé quatre ans à Shanghai, mais il songeait déjà à s'installer en France.

pour nourrir sa famille et rembourser sa dette au village.

Regroupement familial. En 1984, la famille Zhao est autorisée à quitter la campagne pour rejoindre le père. Zhao Yu Ping poursuit sa scolarité. Après son baccalauréat en 1991, il est retenu par l'université de Canton.

Dix ans plus tard, à Strasbourg, Zhao Yu Ping profite de sa nouvelle vie. Il possède encore un titre de séjour provisoire qu'il renouvelle tous les ans

le cadre du regroupement familial. Ils veulent déménager dans un logement plus grand en 2007 et aimeraient avoir des enfants. Vivre en France permettrait aussi d'éviter la pénalité financière exigée en Chine à la naissance du deuxième enfant. Chaque semaine Zhao Yu Ping appelle sa famille avec qui il échange des photos par internet. En quatre ans, il n'est retourné qu'une fois en Chine et n'envisage pas dans l'immédiat de retourner dans son pays.

AGNÈS VERRY

Des mots pour trouver ses marques

Dix-huit heures, dans une salle de la maison de l'enfance à Haute-pierre. Cours de français pour adultes organisé par l'association Contact et promotion Martine Wollenburger est coordinatrice et enseigne aux primo-arrivants.

Ce soir, exercice pratique, les élèves vont déambuler dans la pièce, s'arrêter à son signal et répéter « je suis devant, derrière, à côté ». Ils sont une dizaine, hommes et femmes de tous âges et ne parlent pas français. Tugo, Nicole, Ellen, Bislan et Mayengo viennent du Vietnam, du Libéria, de Tchétchénie ou du Sri Lanka. « On a une petite géographie des endroits où ça va mal dans le monde », résume Martine Wollenburger.

Mais pas question de créer des classes selon les nationalités, les groupes sont établis par niveaux de langue. Car il s'agit ici d'apprendre le français, et de découvrir l'autre et sa culture. Depuis 1969, l'association aide à la socialisation des familles étrangères : assistance aux de-

voirs pour les enfants et cours de français pour les adultes. Des cours assurés par des bénévoles, souvent d'anciens enseignants.

Le cours se termine par un jeu : décrire à partir d'un dessin le contenu d'une maison. Tous participent avec enthousiasme et notent avec application les mots appris ce soir dans un cahier d'écolier. « Ils ne sont pas tous assidus, regrette Martine Wollenburger. La priorité pour eux, c'est de trouver un travail, un logement, avoir des papiers... le français vient après ! »

Le français, une langue assez difficile à apprendre, admet Tugo. La jeune femme est en France depuis 18 mois et a encore du mal à prononcer certains mots. Bislan est arrivé depuis un mois, mais pour lui « le français, c'est plutôt facile ». Le niveau de français des élèves est très variable. Pour ceux qui ont le plus de mal, le professeur de français a recours à l'allemand ou à l'anglais.

VALÉRIE-ANNE MAITRE



Moussa Coulibaly, Burkina Faso

Le griot amoureux



rassemblements du village et les fêtes de famille.

Adolescent, il part en Côte d'Ivoire pour découvrir autre chose que la musique. Il apprend la couture des sacs, mais revient au pays et à ses premières amours en 1995. Il s'installe alors à Ouagadougou et forme le groupe Zimawé, qui au fil du temps deviendra célèbre au Burkina Faso. Les textes sont en partie improvisés et sont accompagnés d'instruments traditionnels : balafons, djembés, doundouns, n'gonis, koras, etc.

En 2001, le jeune homme intègre la compagnie théâtrale Falinga et découvre la France, la Suisse et l'Allemagne lors de différentes tournées européennes. Deux ans plus tard, il rencontre Laure, une étudiante alsacienne. Celle-ci effectue alors un stage au Burkina Faso pour comprendre les conditions de vie des artistes locaux.

Le coup de foudre amène la jeune femme à revenir plusieurs fois en Afrique pour le voir. Décidé à vivre définitivement ensemble, le couple choisit de s'installer en Alsace. Moussa arrive en mars 2005 et épouse Laure neuf mois plus tard.

Contrôle de police. S'il dit ne pas connaître de problèmes de racisme, l'homme avoue cependant avoir connu quelques problèmes avec la police, notamment à la gare, pour vérification de son identité et de sa carte de séjour. Ce qui lui a déjà fait rater son train. Moussa a eu du mal à s'acclimater aux températures froides de l'Alsace et dit apprécier le marché de Noël qui lui rappelle les marchés traditionnels d'artisanat de son pays.

Ses amis, il les a bien entendu rencontrés grâce à la musique, lors de concerts ou à la Fête de la musique et nourrit d'ailleurs un projet avec le groupe de jazz strasbourgeois Ozama. Moussa occupe également son temps à fabriquer et réparer des instruments africains, et à donner des cours de musique.

En février devrait sortir son premier album, autoproduit et enregistré à Ouagadougou. Le griot entend bien promouvoir la musique africaine et connaître le succès pour suivre les pas de ceux qu'il cite volontiers comme modèles, à savoir Alpha Blondy, Rokia Traoré et Salif Keita. A Strasbourg ou ailleurs...

NICOLAS LEPIGEON

Enregistré à Ouagadougou, le premier album de Moussa Coulibaly devrait sortir en février.

DÈS les premières notes, le public du centre socio-culturel du Fossés-Treize de Strasbourg s'envole vers de lointaines contrées. En cette fraîche soirée de novembre dédiée à la culture africaine, Moussa Coulibaly fait chanter le tam-tam qui parle. Bien calé sous son aisselle, l'instrument fait de bois et de peaux de chèvre tendues résonne sèchement sous les coups portés à l'aide d'une crosse en bois. En compagnie

des autres musiciens, Moussa réchauffe le cœur des spectateurs en s'affairant également sur le balafon, sorte de xylophone exotique composé de lames boisées et de calebasses faisant office de caisses de résonance.

Destinée d'artiste. Les concerts rythment son quotidien alsacien, que ce soit en solo ou en groupe. Conteur, musicien. Moussa est né le 1^{er} janvier 1972 à Bokuy, au nord-ouest du Burkina Faso,

près de la frontière avec le Mali. Les habitants de ce petit village ont accès à l'eau du puits, mais n'ont pas l'électricité. La première école est à 15 km, il faut y aller à pied ou en vélo.

Dès la naissance, l'homme suit sa destinée de griot. Ses premiers jouets sont des instruments de musique. Très respecté en Afrique de l'Ouest, le griot présente de multiples facettes : il est à la fois conteur, musicien et messenger. Moussa suit donc ses parents dans les

Miria, Rwanda

Elle cherche la paix

QUAND elle monte dans le taxi, à la sortie de l'aéroport de Roissy, ce 26 mars 2003, Miria (1) demande : « *Les droits de l'Homme* ». Le chauffeur voit bien alors que cette petite jeune femme africaine et sans bagage, ne parlant pas français, a des problèmes. Pour lui, les droits de l'Homme, c'est à Strasbourg. Direction gare de l'Est où il l'aide à acheter un billet.

Après une nuit passée dans le train, la jeune femme arrive dans la capitale alsacienne, frigorifiée. Un homme à qui elle demande de l'aide l'emmène au foyer d'hébergement d'urgence. Mère d'un garçon de sept ans et d'une fille de neuf ans, Miria arrive seule dans un pays dont elle ne connaît rien, fuyant les exactions du pouvoir rwandais. Le passeur lui avait recommandé, une fois arrivée, de « *chercher les droits de l'Homme* ».

Aujourd'hui, Miria a 30 ans. Elle bénéficie du statut de réfugiée, touche le RMI et vient d'emménager dans un trois pièces, à Schiltigheim. La Rwandaise plaisante déjà avec ses voisines comme si elles étaient des amies de longue date. Maquillée, portant un pagne jaune et vert, Miria raconte son exil d'une voix douce, assise sur le canapé de faux cuir noir, tout neuf, qui trône dans son salon. Des versets du Coran sont accrochés au-dessus de la porte.

Son mari assassiné. Miria passe ses journées à chercher du travail avec une amie sans emploi. L'assistante sociale qui la suit admire sa persévérance et sa volonté. Récemment, elle a passé un entretien pour devenir hôtesse de caisse. Dans le même temps, un ami rwandais lui a dégoté un poste d'aide dans la restauration à pourvoir en janvier. « *Quand on n'a pas le choix, on accepte tout* », lâche la jeune femme. ●●●

Arrivé en 2003 en France pour rejoindre sa femme, Eric Miasa a obtenu la nationalité française en 2006.



Cordélia BONVAU/CUEJ

Eric Miasa, Madagascar

Aux portes de Peugeot

DANS son appartement du 14^e étage de l'une des tours HLM du quartier des Coiteaux à Mulhouse, Eric Miasa est fier. Fier d'avoir quitté Madagascar pour s'installer en France, fier de ce qu'il possède grâce au fruit de son travail, fier de sa femme et de sa fille, âgée de huit mois.

Marié à une Française d'origine malgache, lui-même naturalisé depuis février, cet homme de 38 ans est arrivé en France en 2003.

Son principal objectif : obtenir un emploi stable. N'importe quel travail lui conviendrait, même si Eric garde à l'esprit l'un de ses rêves : travailler chez Peugeot. Un rêve qu'il a déjà effleuré en réalisant une mission d'interim, puis une formation d'agent de maintenance en systèmes automatisés dans la société automobile.

Sans emploi depuis deux mois, il conserve intact son désir de réussite sociale et d'intégration. Originaire de Tamatave, la grande ville portuaire de Madag-

agascar situé sur la côte orientale de l'île, Eric est l'aîné d'une fratrie de huit enfants. Après des études en sciences économiques à Madagascar, il met à profit ses connaissances en travaillant, entre autres, pour un programme international de développement de la micro-finance sur l'île.

Difficultés d'adaptation.

Mais les conditions de vie précaires et la volonté d'améliorer sa destinée ont poussé tôt le jeune homme à vouloir quitter Madagascar. La France, l'ancienne métropole et le pays de sa femme, constitue alors son but. Abandonnant le cours de ses études, Eric multiplie les activités pour réunir une partie de l'argent nécessaire à son voyage et emprunte le reste à sa famille.

Arrivé en France grâce au regroupement familial en juillet 2003, l'homme rejoint sa femme dans le Var, puis à Mulhouse. Hébergé quelques temps par des membres de sa famille,

le couple connaît des difficultés d'adaptation. « *A Madagascar, l'essentiel c'est l'entraide, bien avant l'argent. Le problème c'est que certains Malgaches installés ici ont oublié cet état d'esprit* », constate le jeune père de famille.

Désormais sans attaches familiales, les jeunes époux sont amenés à s'installer dans un foyer d'accueil. Aidés par des bailleurs sociaux et des associations d'insertion, ils finissent par trouver un appartement en HLM et différents emplois. Des emplois toujours précaires, obtenus grâce à l'ANPE et à des sociétés d'interim.

Malgré ces difficultés, Eric ne perd jamais de vue son objectif : travailler définitivement au sein de la marque au lion. Une entreprise qui lui rappelle son enfance, bercée par la culture française, qui correspond à sa passion pour l'automobile et qui pourrait lui apporter une certaine stabilité sociale.

JEAN-MICHEL HENNEBERT

L'espace Boniface, un coin d'Afrique dans le quartier Gare

Un petit coin d'Afrique. Entre masques traditionnels et musique zouk, l'atmosphère est chaleureuse. Des saveurs exotiques émanent de la cuisine. Le restaurant Le Gourmet d'Afrique a ouvert il y a deux ans dans la rue des Pâiens, à proximité de la gare.

« *C'est un lieu cosmopolite*, affirme Appolinaire Tongo, le gérant. *Les blacks viennent déguster principalement des côtes de bœuf ou du saka-saka, un plat congolais à base de feuilles de manioc pilées. Les blancs préfèrent les plats yassa d'Afrique de l'Ouest avec du poulet ou du lapin.* »

Sur la carte figurent également des poissons braisés ou fumés, des brochettes, des plats épicés, du mafé (bœuf à la sauce d'arachide) et d'autres spécialités africaines. Un bar ajoute à la convivialité de l'établissement. On y vient pour discuter entre

copains ou pour faire de nouvelles rencontres, autour d'une bonne bière camerounaise ou d'un cocktail.

Mansour Diouf, 36 ans, est un habitué : « *J'aime venir ici pour boire un verre, et parfois même pour manger des plats de mon pays, le Sénégal, car de temps en temps j'éprouve de la nostalgie. On parle dans notre langue natale, le wolof, cela me fait toujours du bien.* »

Quelques dizaines de mètres plus loin, dans la rue de la Course, plusieurs commerces font également office de lieux de rencontres. Le magasin d'alimentation permet de s'approvisionner en produits typiquement africains. « *De temps en temps, je fais mes courses ici car il y a des choses qu'on a du mal à trouver dans les autres supermarchés comme l'huile de palme, les farines de manioc et de pommes de terre, ou encore les riz*

parfumés, témoigne Juliette, Camerounaise. *En plus, il m'arrive de croiser des amis et on en profite pour parler du pays.* » L'établissement a aussi une pièce dédiée aux cosmétiques. Les rayons sont remplis de produits de beauté, de perruques et de mèches.

Créé il y a une dizaine d'années, le magasin fait partie intégrante de l'espace Boniface. Ce dernier comprend également un taxiphone et deux salons de coiffure. Les clients y affluent de plus en plus car le nombre d'Africains augmente à Strasbourg. L'espace Boniface répond à une forte demande de leur part et les différents services proposés facilitent l'intégration des nouveaux venus. Quand l'Afrique se réunit dans le quartier de la gare, c'est toute la ville qui se teint d'exotisme.

YOANN TERRASSE
NICOLAS LEPIGEON

●●● Le fossé est grand entre sa situation actuelle et sa vie à Kigali. Là-bas, elle gérait un magasin de cosmétiques dans un grand centre commercial. Une affaire qui marchait, offerte par son mari, capitaine dans l'armée. Voiture, bijoux : elle était riche selon les standards rwandais. Mais les tensions politiques ont rattrapé son époux. Partisan du leader d'opposition Pasteur Bizimungu, il est assassiné sur ordre du pouvoir en 2003, lors d'une mission sur le front congolais. Son corps est jeté à la rivière. L'armée le dit mort au combat, mais Miria finit par découvrir la vérité.

Dans un coffre à bagage.

Les protestations de la veuve irritent les hauts gradés qui envoient chez elle les hommes à l'uniforme bordeaux de la Défense locale pour la faire taire. Ils violent Miria devant sa famille, incendient sa maison. Paniquée, la jeune femme décide du jour au lendemain de fuir en Ouganda après avoir confié ses enfants à sa mère. Elle paye le chauffeur du bus Kigali-Kampala pour qu'il la dissimule dans le coffre à bagages. Miria passe treize heures dans le noir entre les valises brinquebalantes. Cachée en Ouganda par sa belle-sœur, elle attend trois mois la fabrication de faux papiers pour partir en Europe. Lorsque la Rwandaise demande l'asile politique, deux mois après son arrivée en France, l'Office français pour la protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) ne croit pas à son récit. La jeune femme ne décroche son statut de réfugiée que devant la commission de recours, grâce aux photos de ses enfants battus et de sa maison détruite.

Miria détaille son périple les yeux humides. Elle porte la main à sa tête et prend un cachet, avant de confier son sentiment de solitude lors des premiers mois à Strasbourg. La jeune femme passe de l'hébergement d'urgence au foyer Sonacotra, puis obtient un appartement exigu à Haute-pierre en juillet 2005, lorsque son fils Jomo (1) arrive en France grâce au regroupement familial. Sa fille, elle, n'a pas pu obtenir de visa.

Après un an à Strasbourg, le petit garçon adore l'école et veut devenir footballeur. Sa mère le rêve plutôt médecin. Jomo parle déjà parfaitement français et aide Miria à se perfectionner. « Un enfant, ça apprend rapidement mais ça oublie aussi très vite : mon fils ne sait plus écrire en rwandais », se désole la jeune femme. Elle le reprend quand il se met à parler français à la maison. S'il ne pratique plus sa langue natale, comment fera-t-il pour parler avec sa sœur aînée quand elle les rejoindra ? Car les épreuves ne seront finies, rappelle la réfugiée, que lorsque sa fille vivra de nouveau avec eux. Miria et Jomo prient pour la faire venir.

GUILLAUME GUICHARD

(1) Les prénoms ont été changés.

Olivier Bokouka Buana, République démocratique du Congo

Enfants-soldats, le combat d'un père



SIMON GIOVANNINI/CUEJ

Débuté deux fois de sa demande d'asile, Olivier Bokouka Buana n'a pas encore épuisé toutes les voies de recours pour obtenir le statut de réfugié.

COMME souvent, Olivier Bokouka Buana, 46 ans, est venu passer l'après-midi chez une amie congolaise qui l'héberge de temps à autre. Originaire du Nord du Congo (province de Bunia), il vit à Mulhouse depuis 2003, en situation de demandeur d'asile. Très vite, Olivier explique que c'est la guerre qui l'a poussé à fuir son pays. Mais la principale raison qui a poussé Olivier à s'établir en France est la lutte qu'il mène pour retrouver sa famille. « Votre pays est celui de la liberté et de la démocratie », justifie-t-il. Olivier a appris en septembre la mort de ses deux enfants, enrôlés de force dans l'armée de Kabila. Cela s'est passé il y a huit ans, peu après son départ du Congo. En 1997, il travaillait au service de renseignements du président Joseph Mobutu. « Je devais rédiger des bulletins sur tout, les manifestations publiques, etc. Ça remontait ensuite au gouvernement. »

Interrogatoires musclés.

Olivier entre en relation avec le mouvement d'opposition, di-

rigé par André Kisase Ngandu, qui se prépare à renverser le pouvoir en place. Il fournit alors des renseignements aux rebelles. Mais doit fuir quand Laurent-Désiré Kabila fait assassiner Kisase Ngandu et s'empare du pouvoir. Olivier traverse l'Ouganda et le Rwanda, qui appuient le nouveau pouvoir congolais. Arrêté au Rwanda, « soi-disant comme espion », il est emprisonné six mois et perd plusieurs dents au cours d'interrogatoires musclés. Finalement libéré, il atteint le Kenya et la ville de Monbasa, où il est hébergé par un cousin. Nous sommes en 1999.

Au bout de trois ans, il décide de partir pour la France, estimant que sa sécurité est impossible en Afrique : « Les services de renseignements congolais opèrent aussi à l'étranger. »

En 2003, il se procure, pour 2000 dollars, un passeport zimbabwéen. Accompagné par un Anglais, rencontré au Kenya et membre d'une ONG, Olivier se rend en Afrique du Sud pour s'envoler vers Paris. Sitôt arrivé, il prend le train avec son

compagnon, qui doit aller en Suisse. Et s'arrête à Mulhouse avec seulement 100 euros en poche.

« Je voulais rester en France », dit-il. Olivier avoue avoir eu peur à la gare en voyant les « chapeaux » du personnel de la SNCF, croyant qu'il s'agissait de policiers.

Perdu dans une ville où il ne connaît personne, il rencontre un Ghanéen qui le conduit à l'Association d'accueil des demandeurs d'asile (Aada). Il est hébergé un an dans un foyer de jeunes travailleurs.

Le temps pour sa demande d'asile d'être rejetée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). « J'ai fui mon pays, je n'ai pas eu le temps de prendre tous mes documents ! »

Son dossier vient d'être rouvert et il espère retrouver un ancien conseiller de Mobutu vivant à Paris, susceptible de prouver son histoire.

Plainte contre Kabila.

Après le rejet de sa demande d'asile, Olivier a dû quitter le foyer. Des amis de la communauté africaine de Mulhouse l'hébergent à tour de rôle. Une situation précaire qui ne l'empêche pas de poursuivre le combat pour ses enfants.

Son visage se ferme quand il évoque cette histoire. « La première avait 16 ans, le second 15 ans. » Olivier a déposé une plainte le 2 novembre au Tribunal pénal international contre Joseph Kabila, l'actuel président de la République démocratique du Congo, pour avoir « organisé et participé au génocide dans mon pays, génocide au cours duquel j'ai perdu mes deux enfants ».

Il a retrouvé à Mulhouse un témoin de la mort de ses enfants, ancien soldat dans l'armée congolaise. Olivier projette de se rendre à Strasbourg pour plaider sa cause auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Il souhaite reconstruire sa vie à Mulhouse, même s'il n'a toujours pas le droit de travailler. « L'accueil qui m'est réservé en Alsace est bon. Je ne sens pas de racisme ici. L'église et des amis m'aident financièrement et me disent comment je peux m'en sortir. Reste le risque pour moi qu'on me renvoie. »

Il est aujourd'hui toujours sans nouvelles de la seule famille qui lui reste, sa mère : « Elle est soit en Ouganda soit morte, je ne sais pas. » Parler d'avenir reste difficile pour lui. Olivier assure ne plus avoir peur depuis qu'il est en France. Il dit aussi qu'il continuera la lutte pour ses enfants dans un autre pays si sa demande d'asile n'est pas acceptée.

SIMON GIOVANNINI

Ingrid Avome Nkoghe, Gabon

La France à contrecœur

GALÈRE, stress, contraintes administratives... La France ne laissera pas un souvenir impérissable à Ingrid Avome Nkoghe. A la fin de ses études de management, c'est sûr, elle repartira chez elle, au Gabon, peut-être pour y passer le concours des douanes. Son départ du Gabon en 2002, juste après l'obtention de son bac économique, n'a d'ailleurs pas été un choix délibéré. Elle n'a fait que suivre sa mère et son beau-père – un Français expatrié au Gabon depuis l'âge de 18 ans – venus s'installer à Caen. Des plages ensoleillées du Gabon à la grisaille normande, la transition a été rude. Ingrid entame ses études supérieures à Alençon, à plus de 100 km de sa famille, où elle rencontre de sérieuses difficultés pour trouver un logement.

Trois années plus tard, à la rentrée 2006, licence en poche, elle décide de poursuivre ses études à Strasbourg. Dans la capitale alsacienne, elle vit en résidence universitaire et touche une bourse.

Paperasse. Comme beaucoup d'étrangers, Ingrid peine aussi à trouver un travail. « *Les employeurs sont réticents à embaucher des étrangers à cause de la paperasse. Et pour avoir un permis de travail, il faut une promesse d'embauche* », observe-t-elle, désabusée.

Même si elle ne compte pas rester en France après la fin de ses études, la jeune Gabonaise envisage de demander une carte de séjour de 10 ans pour « vie familiale ». Ce qui, si elle l'obtient, lui permettra de revenir quand elle voudra, mais aussi



Collection personnelle

d'échapper au renouvellement annuel de sa carte.

« *Cela m'évitera de faire le pied de grue devant la préfecture qui me demande à chaque fois les mêmes papiers.* »

Lassée et déçue par cette vie contraignante, elle ne peut s'empêcher de la comparer au mode de vie gabonais, plus solidaire et surtout plus détendu.

ILAN CARO

Ingrid (à gauche) en compagnie de Gaoussou et Nathalie, restés au pays.

Elodie Filankembo et Eric M'Bama, République démocratique du Congo

Ils ont déplu aux Kabila

ELODIE Filankembo, 40 ans, et Eric M'Bama, 33 ans (1), ont trois points communs. Ils sont journalistes, Congolais, et ont dû fuir leur pays à la suite de la publication d'articles critiques à l'égard du pouvoir en place. Si Elodie a été pourchassée par le gouvernement de Laurent-Désiré Kabila, Eric a subi la répression de son fils, Joseph Kabila, actuel président de la République démocratique du Congo (RDC). Sans le savoir, ils habitent aujourd'hui à une centaine de kilomètres l'un de l'autre. Elle à Strasbourg, lui à Mulhouse.

Elodie, arrivée en 1999, exerçait son métier de journaliste dans un groupe de presse. Elle avait une bonne situation et menait une vie paisible avec sa famille et ses enfants. Jusqu'à ce que certains de ses articles déplaisent au « *Mzee* » (vieux sage) Laurent-Désiré Kabila. Ses supérieurs cessent peu à peu de la soutenir, de peur d'être eux-mêmes inquiétés. D'abord menacée verbalement, puis physiquement, Elodie est ensuite enlevée et emprisonnée pendant trois semaines. Elle réussit à s'échapper et n'a d'autre choix que de fuir. Elle doit laisser derrière elle famille et amis pour rejoindre la France. On lui conseille de se rendre à Strasbourg où se trouve les institutions européennes et où elle pourrait trouver de l'aide.

Oppression du pouvoir. A son arrivée, on la dirige vers des associations d'aide aux demandeurs d'asile. Son pays et ses proches lui manquent terriblement. Le Secours populaire va beaucoup l'aider dans toutes ses démarches administratives ainsi que pour tous les aspects de la vie quotidienne. La jeune femme sera hébergée pendant quatre ans au foyer Notre-Dame.

En 2003, elle peut enfin reprendre contact avec sa famille menacée jusqu'alors. Avoir des nouvelles de ses enfants restés au pays, est un immense soulagement. En 2004, elle obtient enfin le statut de réfugiée politique. L'année suivante, elle est naturalisée française. Eric, lui aussi, a payé le prix de ses écrits. En 2004, un article sur la présence d'enfants soldats dans la garde républicaine

de Joseph Kabila lui vaut 48 heures de détention. En juin 2005, il est arrêté au cours d'une manifestation de l'opposition qu'il est venu couvrir pour son journal. Eric passe 29 jours en détention, dans une cellule insalubre, coupable d'avoir été témoin du meurtre d'un homme par les forces de l'ordre, en marge du défilé. Libéré, mais sous surveillance, Eric décide de quitter son pays. Il trouve un passeur pour rejoindre Brazzaville, la capitale du pays voisin que seul un fleuve sépare de Kinshasa. La peur au ventre, il traverse le cours d'eau en une heure, en pirogue. Eric s'embarque pour la France.

Arrivé à Paris, il prend contact avec un ami, ancien avocat au barreau de Kinshasa qui vit à Mulhouse. Il part le rejoindre avec pour seul bagage, un attaché case vide, « *pour ne pas arriver sans rien et attirer l'attention* ».

En Alsace, il s'installe dans un foyer grâce au Samu social, et se fait aider dans ses démarches par l'Association d'aide aux demandeurs d'asile.

Profession infirmière. Aujourd'hui, Elodie est parfaitement intégrée. Elle est logée par ses propres moyens et exerce la profession d'infirmière depuis août, après avoir suivi trois ans de formation. Elle a toujours continué à écrire des articles qu'elle fait publier à Kinshasa sous différents pseudonymes grâce à l'aide de ses amis. « *C'est plus fort que moi, je ne peux pas arrêter d'écrire et d'être militante.* »

La jeune femme est nostalgique de sa vie passée. Elle n'espère qu'une chose : pouvoir retourner au Congo auprès de ses proches et redevenir journaliste, comme avant.

La situation d'Eric est plus précaire. Il est dans l'attente d'une régularisation. Sa première demande à l'Ofpra a été rejetée et il devrait bientôt être à nouveau convoqué. Il a demandé l'appui de Reporters sans frontières. En tant que demandeur d'asile, Eric touche 300 euros par mois des Assedic. Il vit désormais chez son ami avocat et passe la quasi-totalité de ses journées à la bibliothèque municipale de Mulhouse. Une bibliothèque semblable à un refuge, d'où il garde le contact avec son passé en RDC.

Livre en préparation. Via internet, le jeune journaliste lit la presse congolaise. Il s'entretient aussi avec ses quatre frères et sœurs restés là-bas, et avec le rédacteur en chef de son journal. A Mulhouse, il se rend régulièrement chez des compatriotes pour parler du pays. L'écriture lui manque. Pour remplir ce temps mort de sa vie, il a entrepris de rédiger un roman. Ce livre racontera l'histoire d'un immigré rencontré dans la salle d'attente de l'Ofpra. A l'avenir, Eric envisage une collaboration avec son journal... depuis la France, tant que la liberté d'expression des journalistes en RDC ne sera pas assurée.

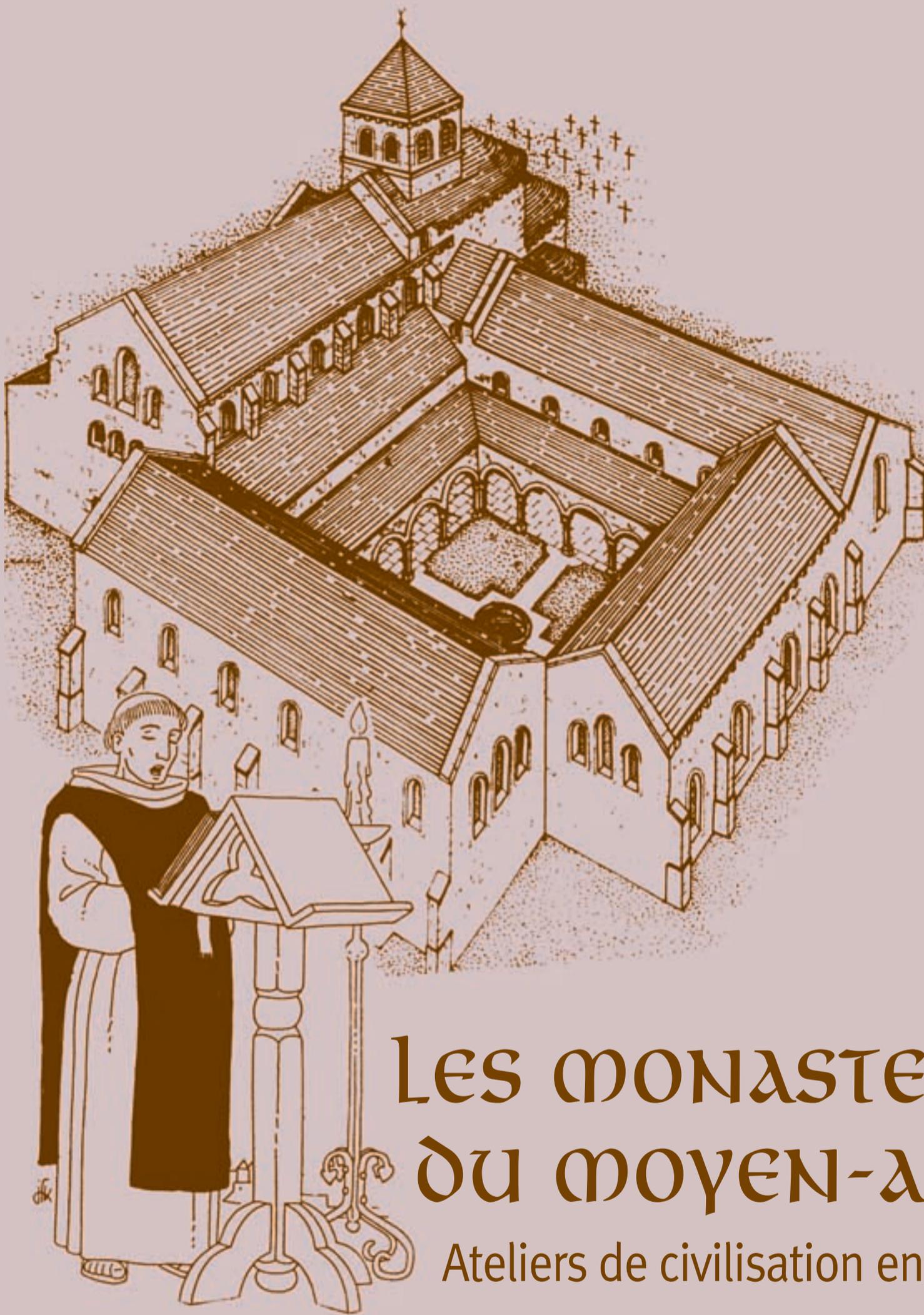
NICOLAS BLASQUEZ
NICOLAS MARTIN

(1) Les noms ont été changés.



Nicolas MARTIN/CUEJ

Eric, journaliste exilé, garde contact avec ses anciens collègues de travail grâce à la connexion internet de la bibliothèque de Mulhouse.



LES MONASTERES DU MOYEN-AGE :

Ateliers de civilisation en Europe

Du 9 au 28 Janvier 2007

Hôtel du Département - Place du Quartier Blanc à Strasbourg